

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3644

1^{er} décembre 2014

SOMMAIRE

A.C. Store, s.à r.l.	174872	RP Complex Holding III S.à r.l.	174900
Armal S.A.	174872	Sealed Air Finance Luxembourg S.à r.l. .	174866
A.T.T.C. Control S.A.	174872	Seves Group S.à r.l.	174868
Bulla S.à.r.l.	174880	Shvur	174868
DL-M Design	174876	SIFC Office & Retail S.à r.l.	174866
Extensa Participations III S.à.r.l.	174876	Smartfood Sàrl	174901
F. Hieff S.C.I.	174876	Société Assistance Référencement Mar- keting Europe S.à r.l.	174867
Fleurs Binsfeld S.à r.l.	174875	Société de l'Hôtellerie S.A.	174869
GARBE Logistic NL 3 S.à r.l.	174873	Sodeve S.A.	174867
Générale Electricité et Investissement S.A.	174874	SOE-VII Asian Hotel Holdings, S.à r.l. ...	174866
Get-A-Taxi S.A.	174878	Speedimmo S.à r.l.	174869
Getin International S.à r.l.	174873	SPE III Spinelli S. à r.l.	174868
Gf & Partners S.A.	174874	SV-LuxInvest S.à r.l.	174867
Global Investment Selection	174874	Swedbank Asset Management S.A.	174869
GPF Capital I S.C.A. SICAR	174887	Symaco Sàrl	174870
Groove Corporate S.à r.l.	174881	Tabatha Corps	174870
G.S.L. Révision S.à r.l.	174873	Techniwood International	174871
IF-Advisory	174875	The Partners Group S.A.	174871
IGEFI Group S. à r.l.	174875	Thibarin Invest S.A.	174868
Immo Inter Finance S.A.	174877	Thiolat Developpement	174871
Incubation Capital S.à r.l.	174873	Tradimex Sàrl	174871
L.E.E. S.à r.l.	174909	Vending Services International SA	174870
Martine & Bertram Pohl Foundation	174901	Vercis S.A.	174870
MC Seahome S.A.	174898	Vincenzo Logrillo Promotions S à r.l. ...	174871
New Kids	174911		

SIFC Office & Retail S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: KRW 696.000.000,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 110.937.

—
EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par l'associé unique de la Société que:

1. La démission de M. Philippe SALPETIER, en tant que gérant, avec effet au 31 octobre 2014, a été acceptée.
2. Madame Bouchra AKHERTOUS, née le 8 octobre 1974 à Mont-Saint-Martin, France, demeurant professionnellement au 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, a été nommée gérant de la Société avec effet au 31 octobre 2014 et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Référence de publication: 2014172386/17.

(140196858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

SOF-VII Asian Hotel Holdings, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 106.771.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date du 31 Octobre 2014

- La liquidation de la société SOF-VII Asian Hotel Holdings S.à r.l. est clôturée.
- Décharge est accordée au commissaire à la liquidation et au liquidateur pour l'exécution de leurs mandats.
- Les livres et documents sociaux sont déposés et conservés pendant une durée de cinq (5) ans à l'adresse suivante: 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié sincère et conforme

Signature

Le Liquidateur

Référence de publication: 2014172394/18.

(140196229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Sealed Air Finance Luxembourg S.à r.l., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 89.671.

—
EXTRAIT

Avec effet au 22 octobre 2014, la société Sealed Air Spain (Holdings) S.L., associée de la Société, a fusionné avec la société Sealed Air Netherlands (Holdings) B.V., ayant son siège social au 45 Lindenhoutseweg, 6545 AH Nijmegen, Pays-Bas et enregistrée auprès du Handelsregister des Pays-Bas sous le numéro 10025224.

Par ailleurs, avec effet au 31 octobre 2014, la société Sealed Air Netherlands (Holdings) B.V. a fusionné avec la société Sealed Air Luxembourg S.à r.l., société à responsabilité limitée enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B89341 et ayant son siège social au 16 avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Dès lors, les associés de la Société sont les suivants:

- Sealed Air Luxembourg (II) S.à r.l.: 62.842.350 parts sociales de classe B;
- Sealed Air Luxembourg S.à r.l.: 54.763.300 parts sociales de classe A et 64.098.450 parts sociales de classe C.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Référence de publication: 2014172342/19.

(140197014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Sodeve S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4940 Bascharage, 111-115, avenue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 145.355.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 06 novembre 2014

L'Assemblée Générale a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

- De renouveler le mandat de l'administrateur unique:

* Monsieur Philippe Vanderhoven, 9, rue Basse, L-4963 Clémency.

Le mandat de l'administrateur viendra à échéance lors l'assemblée générale annuelle de 2016.

Pour extrait conforme

Le 06 novembre 2014.

Référence de publication: 2014172392/14.

(140196840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

S.A.R.M.E S.à r.l., Société Assistance Référencement Marketing Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-17400 Luxembourg, 20, rue de Hollerich.
R.C.S. Luxembourg B 143.979.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 08 octobre 2014

Il résulte de l'Assemblée générale extraordinaire des associés de la Société en date du 08 octobre 2014 une résolution unique:

L'Assemblée générale extraordinaire des associés prend acte que le siège social de la Société est transféré à L - 1740 Luxembourg, 20, Rue de Hollerich, à compter du 1^{er} novembre 2014.

Luxembourg, le 08 octobre 2014.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2014172350/16.

(140196400) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

SV-LuxInvest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 164.642.

Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Hauptversammlung 18. Juni 2014

Am 18. Juni 2014 um 9 Uhr kamen am Gesellschaftssitz die Aktionäre obiger Gesellschaft zusammen.

Nach Feststellung der Rechtsgültigkeit, werden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Herr Dr. Michael Solf, beruflich wohnhaft in Löwentorstraße 65, D-70376 Stuttgart, wird mit Wirkung zum 18. Juni 2014 zum Geschäftsführungsratsmitglied und dessen Vorsitz gewählt. Sein Mandat endet mit Ablauf der im Jahr 2015 stattfindenden Aktionärsversammlung.

Herr Dr. Detlef Mertens, beruflich wohnhaft in 2, Place Dargent, 1413 Luxembourg, wird mit Wirkung zum 18. Juni 2014 zum Geschäftsführungsratsmitglied gewählt. Sein Mandat endet mit Ablauf der im Jahr 2015 stattfindenden Aktionärsversammlung.

Frau Sabine Büchel, beruflich wohnhaft in 2, Place Dargent, 1413 Luxembourg, wird mit Wirkung zum 18. Juni 2014 zum Geschäftsführungsratsmitglied gewählt. Ihr Mandat endet mit Ablauf der im Jahr 2015 stattfindenden Aktionärsversammlung.

Die Versammlung beschließt, die Wirtschaftsprüfungsgesellschaft KPMG Luxembourg S.à r.l. für die Prüfung des Geschäftsjahres 2014 zu bestellen.

Luxemburg, den 19. Juni 2014.

WARBURG INVEST LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2014172405/24.

(140196577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Thibarin Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, Place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 146.202.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014172428/9.

(140196720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Seves Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 183.153.

Les statuts coordonnés au 24 octobre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mars Loesch
Notaire

Référence de publication: 2014173262/11.

(140198056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

SPE III Spinelli S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 133.495.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 9 novembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2895 du 13 décembre 2007.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SPE III Spinelli S.à r.l.
Signatures

Référence de publication: 2014172400/13.

(140196979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Shvur, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 123.412.

Extrait des décisions prises par les associés en date du 9 octobre 2014

1. M. Tobias STEMMLER a démissionné de son mandat de gérant A.
2. M. Vincent REGNAULT a démissionné de son mandat de gérant A.
3. M. Andrew O'SHEA, administrateur de sociétés, né le 13 août 1981 à Dublin (Irlande), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant A pour une durée indéterminée.
4. M. Hille-Paul SCHUT, administrateur de sociétés, né le 29 septembre 1977 à s'Gravenhage (Pays-Bas), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant A pour une durée indéterminée.
5. Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg.
Pour extrait sincère et conforme
Pour SHVUR
Un mandataire

Référence de publication: 2014172381/21.

(140197265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Speedimmo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Enseigne commerciale: ACE IMMO.

Siège social: L-1221 Luxembourg, 79, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 170.837.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 7 novembre 2014.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2014173284/11.

(140198152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Société de l'Hôtellerie S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 60.498.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE DE L'HOTELLERIE S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014173270/12.

(140197642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Swedbank Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 11.430.

Extrait des résolutions du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la Société du 20 août 2014.

§1. L'élection des nouveaux membres du Conseil d'Administration

Monsieur Björn NILSSON, né le 9 décembre 1954 à Ramnäs en Suède, demeurant à 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331, a été nommé administrateur de la Société pour une durée de trois (3) ans, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2017.

Madame Charlotte ALEBLAD, né le 16 novembre 1972 à Sollentuna en Suède, demeurant à Bekkelibakken 7b, NO-0375 Oslo, Norvège, a été nommé administrateur de la Société pour une durée de trois (3) ans, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2017.

Monsieur Erik EK, né le 28 juin 1979 à Spånga en Suède, demeurant à Murarstigen 15, SE-18146 Lidingö, Suède, a été nommé administrateur de la Société pour une durée de trois (3) ans, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2017.

Monsieur Lars LJUNGÄLV, né le 5 juillet 1969 à Höör en Suède, demeurant à Vallmovägen 1, SE-23735 Bjärred, Suède, a été nommé administrateur de la Société pour une durée de trois (3) ans, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2017.

Le Conseil d'Administration a accepté la démission avec effet immédiat de Monsieur Johan MÖRNER en tant qu'administrateur de la Société.

Le Conseil d'Administration a accepté la démission avec effet immédiat de Monsieur Stojko GJUROVSKI en tant qu'administrateur de la Société.

Le Conseil d'Administration a accepté la démission avec effet immédiat de Monsieur Ola LAURIN en tant qu'administrateur de la Société.

Le Conseil d'Administration a accepté la démission avec effet immédiat de Madame Eva DE FALCK en tant qu'administrateur de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Stockholm, Suède, le 20 août 2014.

Björn Nilsson / Mikael Bengtsson.

Référence de publication: 2014173287/31.

(140197421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Symaco Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8094 Bertrange, 20, rue de Strassen.

R.C.S. Luxembourg B 56.523.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 07/11/2014.

Référence de publication: 2014173288/10.

(140197838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Tabatha Corps, Société Anonyme.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 15-17, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 135.469.

La société LE COMITIUM INTERNATIONAL SA (RCS B83527) démissionne de ses fonctions de commissaire aux comptes de la société TABATHA CORPS SA (RCS B135.469) au 15-17, Avenue Guillaume, L-1651 Luxembourg avec effet immédiat.

Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Référence de publication: 2014173307/11.

(140198357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Vending Services International SA, Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 119.255.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement du 08.10.2014, le Tribunal d'arrondissement de et à Diekirch, siégeant en matière commerciale a déclaré close pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme VENDING SERVICES INTERNATIONAL SA, ayant eu son siège social à L-9710 Clervaux, 38 Grand-Rue, inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 119255.

Le même jugement a donné décharge au liquidateur.

Pour extrait conforme

Me Claude SPEICHER

Le liquidateur / Avocat à la Cour

Référence de publication: 2014173342/15.

(140197613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Vercis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2562 Luxembourg, 4, place de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 140.880.

Il résulte du procès verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 05 novembre 2014 que les décisions suivantes ont été prises à l'unanimité des voix:

- Renouvellement du mandat de Monsieur VERGAUWEN Francis, né le 28 juillet 1966 à Aalost (Belgique), domicilié au 15, Rue de Reims, L-2714 Luxembourg de son poste d'administrateur unique avec effet immédiat.

- Renouvellement du mandat de la Fiduciaire Vincent LA MENDOLA SARL, avec siège social au 4, Place de Strasbourg, L-2562 Luxembourg à son poste de commissaire aux comptes avec effet immédiat.

Les mandats de l'administrateur et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale de l'année 2020.

Luxembourg, le 05 novembre 2014.

Pour la société

Fiduciaire Vincent LA MENDOLA S.à.r.l

Référence de publication: 2014173344/18.

(140198119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Techniwood International, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 176.914.

Les comptes annuels de la société arrêtés au 6 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014173311/10.

(140198188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Thiolat Developpement, Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 166.075.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Référence de publication: 2014173314/10.

(140198292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

The Partners Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 84.096.

Résolution du conseil d'administration prise en date du 27 octobre 2014:

- Le conseil d'administration a décidé de transférer avec effet immédiat le siège social de la société du 16 rue de Nassau L-2213 Luxembourg au 20 avenue Pasteur L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014173312/11.

(140198215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Tradimex Sarl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-7317 Steinsel, 1, rue Paul Eyschen.
R.C.S. Luxembourg B 133.659.

Le bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Tradimex Sarl

Référence de publication: 2014173322/11.

(140198276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Vincenzo Logrillo Promotions S à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 75.278.

Les Comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 06/11/2014.

Pour VINCENZO LOGRILLO PROMOTIONS S.à r.l.

J. REUTER

Référence de publication: 2014173348/12.

(140197981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

A.T.T.C. Control S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 60.319.

—

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale du 15 octobre 2014

- L'Assemblée Générale décide de radier le mandat de l'administrateur Madame Jennifer Maher, avec effet immédiat.
- L'Assemblée Générale décide de nommer comme nouvel administrateur-délégué Madame Line Van Huynegem, demeurant au 120 boulevard de la Pétrusse à L-2330 Luxembourg, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014173393/13.

(140199100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2014.

A.C. Store, s.à .r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8410 Steinfort, 41, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 80.459.

—

EXTRAIT

L'assemblée décide de prendre acte de la démission de Monsieur BRENDEL André de ses fonctions de gérant technique.

Madame LACOSTE Christiane prend la fonction de gérante unique.

La société est valablement engagée par toutes circonstances par la signature de la gérante unique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 novembre 2014.

A.C. STORE S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014173391/16.

(140198786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2014.

Armal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 146.021.

—

Nous vous prions de bien vouloir prendre note de la démission, en date du 10 novembre 2014, des administrateurs suivants:

- Monsieur Daniel GALHANO, demeurant au 5, Rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg;
- Monsieur Laurent TEITGEN, demeurant au 5, Rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg;
- La société CAPITAL OPPORTUNITY S.A. (RCS Luxembourg B 149.718), avec Monsieur Laurent TEITGEN comme représentant permanent, ayant son siège social au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

Nous vous prions de bien vouloir prendre note de la démission, en date du 10 novembre 2014, du président du conseil d'administration:

- Monsieur Daniel GALHANO, demeurant au 5, Rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

Nous vous prions de bien vouloir prendre note de la démission, en date du 10 novembre 2014, de l'Administrateur-délégué:

- Monsieur Daniel GALHANO, demeurant au 5, Rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

Nous vous prions de bien vouloir prendre note de la démission, en date du 10 novembre 2014, du commissaire aux comptes suivant:

- La société Revisora S.A., ayant son siège social au 60, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 145.505)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ARMAL S.A.

Référence de publication: 2014173420/25.

(140198897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2014.

G.S.L. Révision S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4281 Esch-sur-Alzette, 7, rue Portland.
R.C.S. Luxembourg B 156.640.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014172851/9.

(140197545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Incubation Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 176.174.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Référence de publication: 2014172935/10.

(140197920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Getin International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 31.342.825,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 122.395.

Par résolutions prises en date du 30 septembre 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Rafal Juszcak, avec adresse professionnelle au 38, Mikolajska Street, m 11B, 02-455 Warsaw, Pologne, au mandat de gérant, avec effet au 1^{er} octobre 2014 et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2017 et qui se tiendra en 2018;

2. Acceptation de la démission de Krzysztof Spyra, avec adresse professionnelle au 39a/2 ul. Gdanska, 01-633 Varsovie, Pologne de son mandat de gérant et président du conseil de gérance, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 octobre 2014.

Référence de publication: 2014172852/16.

(140197875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

GARBE Logistic NL 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 9, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 140.110.

zu vorgenannter Firma teilen wir Ihnen mit, dass sich die Firmenadresse geändert hat:

In Übereinstimmung mit Artikel 2 Satz 3 der Satzung der Gesellschaft BESCHLIEBT der Geschäftsführerrat am 23.10.2014, die derzeitige Adresse des Gesellschaftssitzes (2-8, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg) innerhalb der Gemeinde Luxembourg-Stadt mit sofortiger Wirkung auf

9, Avenue Guillaume, L-1651 Luxembourg

zu verlegen.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 03. November 2014.

Pour avis conforme
Bodo Demisch
Geschäftsführer

Référence de publication: 2014172870/19.

(140197703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Générale Electricité et Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1945 Luxembourg, 3, rue de la Loge.
R.C.S. Luxembourg B 110.017.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014172880/13.

(140198367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Gf & Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1818 Howald, 13, rue des Joncs.
R.C.S. Luxembourg B 114.810.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2014172854/14.

(140197976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Global Investment Selection, Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 54, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 55.736.

I. Extrait des résolutions circulaires prises par le conseil d'administration de la Société en date du 4 août 2014

En date du 4 août 2014, le conseil d'administration de la Société a décidé:

- d'accepter la démission de Monsieur Yves ROCHAT de son mandat d'administrateur de la Société avec effet au 30 juillet 2014;
- de coopter Monsieur Stéphane POULIN, né le 8 juillet 1970 à Montréal, Canada, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 30, Rue du Rhône, 1204 Genève, Suisse, en tant que nouvel administrateur et président du conseil d'administration de la Société avec effet au 4 août 2014 et ce pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale de la Société qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2014.

II. Extrait des résolutions circulaires prises par le conseil d'administration de la Société en date du 16 septembre 2014

En date du 16 septembre 2014, le conseil d'administration de la Société a décidé:

- d'accepter la démission de Monsieur Juan PELAEZ Y FABRA de son mandat d'administrateur de la Société avec effet au 5 août 2014.

III. Extrait des résolutions circulaires prises par le conseil d'administration de la Société en date du 23 septembre 2014

En date du 23 septembre 2014, le conseil d'administration de la Société a décidé:

- de transférer le siège social de la Société du 74, Grand rue, L-1660 Luxembourg au 54, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg avec effet au 29 septembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 novembre 2014.

GLOBAL INVESTMENT SELECTION

Signature

Référence de publication: 2014172889/27.

(140197406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Fleurs Binsfeld S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9145 Erpeldange, 47, Porte des Ardennes.

R.C.S. Luxembourg B 185.847.

Les gérants ont constaté le changement d'adresse de l'associé et gérant suivant:

Monsieur Marc BINSFELD, né le 30 avril 1987 à Luxembourg et demeurant à partir du 01/08/2014 à L-7730 Colmar-Berg, 8 rue de la Poste.

Erpeldange, le 15 octobre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Les gérants

Référence de publication: 2014172841/13.

(140198079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

IGEFI Group S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2361 Strassen, 7, rue des Primeurs.

R.C.S. Luxembourg B 116.668.

Extrait de l'Assemblée générale en date du 6 mai 2014

En application de l'article 70 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés telle qu'elle a été modifiée, les associés de IGEFI Holdings s.à r.l., société mère de IGEFI Group s.à r.l. ont décidé d'établir et de publier les comptes consolidés et ont constaté que les conditions dudit article 70 sont remplies.

Les comptes annuels consolidés, le rapport de gestion consolidé et le rapport du réviseur d'entreprises au 31 décembre 2013 de IGEFI Holdings S.à r.l. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014172947/15.

(140197617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

IF-Advisory, Société Anonyme.

Siège social: L-2529 Howald, 45, rue des Scillas.

R.C.S. Luxembourg B 143.980.

EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire du 23 septembre 2014:

- a renouvelé Monsieur Jean-Claude Lucius, expert-comptable, né le 13 novembre 1966 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas, dans ses mandats d'administrateur, d'administrateur-délégué et de Président du Conseil d'Administration de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2015;

- n'a pas renouvelé Monsieur Lucien Komes, conseil, né le 4 octobre 1966 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas, dans ses mandats d'administrateur et d'administrateur délégué en charge des activités de formation de la société;

- a renouvelé Monsieur Jean-Philippe Mersy, expert-comptable, né le 20 avril 1971 à Villerupt (France), demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas, dans son mandat d'administrateur de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2015;

- a nommé en qualité de nouvel administrateur de la société, Monsieur Jean-Marie Schockmel, conseil fiscal, né le 5 février 1956 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2015;

- a renouvelé Monsieur Daniel Fondu, conseil, né le 16 juin 1959 à Lobbes (Belgique), demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas, dans son mandat de commissaire de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Howald.

Signature.

Référence de publication: 2014172943/26.

(140197594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Extensa Participations III S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 100.000,00.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 173.152.

Extrait des résolutions des associés du 29 octobre 2014

Les associées prennent acte de la démission de Monsieur Luc HANSEN de ses fonctions de gérant de catégorie B.

Les associées décident de nommer, pour une durée indéterminée, Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg comme nouveau gérant de catégorie B en remplacement de Monsieur Luc HANSEN, démissionnaire.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 4 novembre 2014.

Référence de publication: 2014171893/14.

(140196302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

DL-M Design, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 181.778.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société DL-M DESIGN S.à.r.l., qui s'est tenue à Luxembourg, en date du 2 octobre 2014 à 10 heures.

L'assemblée décide:

1. D'accepter le transfert de siège social de la société au 18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

La résolution ayant été adoptée à l'unanimité, la totalité du capital étant représentée.

Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Pour la société

Damien LANGLOIS-MEURINNE

Gérant

Référence de publication: 2014171875/16.

(140196595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

F. Hieff S.C.I., Société Civile.**Capital social: EUR 2.500,00.**

Siège social: L-9806 Hosingen, 49, Haaptstrooss.

R.C.S. Luxembourg E 529.

DISSOLUTION*Extrait*

Il résulte d'un acte sous seing privé en date du 31 octobre 2014, que la société civile immobilière «F. HIEFF S.C.I.», avec siège social à L- 9806 Hosingen, 49, Haaptstrooss, constituée en vertu d'un acte notarié passé par devant Maître Marc Cravatte, notaire de résidence à Ettelbruck, le 20 octobre 1998, publié au Mémorial C numéro 932 du 24 décembre 1998, au capital social de deux mille cinq cent euros (EUR 2.500,-), a été dissoute avec effet au 31 octobre 2014.

Décharge pleine et entière est accordée au gérant Monsieur Frankie Hieff.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hosingen, le 6 novembre 2014.

Pour la société

C.F.N. GESTION S.A.

20, Esplanade - L-9227 Diekirch

Adresse postale:

B.P. 80 - L-9201 Diekirch

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014171916/24.

(140196657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Immo Inter Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 31.321.

L'an deux mille quatorze, le vingt-deux octobre,

Pardevant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange,

S'est tenue

une Assemblée générale extraordinaire (l'«Assemblée») des actionnaires de IMMO INTER FINANCE S.A. (la «Société»), une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 11b boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 31.321, constituée suivant acte de Maître Frank BADEN, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 14 juillet 1989, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 374 du 15 décembre 1989. Les statuts de la Société (les «Statuts») ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte de Maître Jacques DELVAUX agissant en remplacement de Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 29 mai 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1325 du 9 juillet 2009.

L'Assemblée est ouverte à 15.00 heures sous la présidence de Maître Véronique WAUTHIER, Avocat à la Cour, avec adresse professionnelle au 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg,

qui désigne en tant que secrétaire Madame Delphine GOERGEN, employée privée, avec adresse professionnelle au 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg.

L'Assemblée désigne en tant que scrutatrice Maître Marie-Aleth HENDESSI, Avocat à la Cour, avec adresse professionnelle au 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg.

Le Bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente déclare et demande au notaire d'acter ce qui suit:

I. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Mise en liquidation de la Société;
2. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs;
3. Divers.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que les membres du Bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées «ne varietur» par les comparantes et le notaire instrumentant.

III. Que la présente Assemblée a été convoquée par annonces publiées les 2 et 13 octobre 2014 dans le Mémorial et le Lëtzebuerger Journal, dont preuve a été fournie au notaire instrumentant.

IV. Que sur les 300 actions en circulation 225 actions, soit 75% du capital social, sont présentes ou représentées à la présente Assemblée, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

V. Qu'en conséquence la présente Assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les points portés à l'ordre du jour.

L'Assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de dissoudre et de mettre la Société en liquidation avec effet immédiat.

Deuxième résolution

L'Assemblée nomme la société à responsabilité limitée «ATWELL», ayant son siège social au 17 rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 169.787, aux fonctions de liquidateur.

L'Assemblée a décidé que, dans l'exercice de ses fonctions, le liquidateur disposera des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la Société, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations en question.

Le liquidateur disposera de la signature sociale et sera habilité à représenter la Société vis-à-vis des tiers, notamment en justice, que ce soit en tant que demandeur ou en tant que défendeur.

Le liquidateur peut renoncer à des droits de propriété ou à des droits similaires, à des gages, ou actions en rescision, il peut accorder mainlevée, avec ou sans quittance, de l'inscription de tout gage, saisie ou autre opposition.

Le liquidateur peut, au nom et pour le compte de la Société et conformément à la loi, racheter des actions émises par la Société.

Le liquidateur peut, sous sa propre responsabilité, payer aux actionnaires des avances sur le boni de liquidation.

Le liquidateur peut, sous sa propre responsabilité et pour une durée qu'il fixe, confier à un ou plusieurs mandataires des pouvoirs qu'il croit appropriés pour l'accomplissement de certains actes particuliers.

La Société en liquidation est valablement et sans limitation engagée envers des tiers par la signature du liquidateur, pour tous les actes y compris ceux impliquant tout fonctionnaire public ou notaire.

L'Assemblée a décidé d'approuver la rémunération du liquidateur telle que convenue entre les parties concernées.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'Assemblée a été clôturée à 15.30 heures.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société en raison du présent acte sont évalués à environ EUR 930,-.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparantes toutes connues du notaire soussigné par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, elles ont signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: Wauthier, Georgen, Hendessi, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 30 octobre 2014. Relation: LAC/2014/50567. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 6 novembre 2014.

Référence de publication: 2014172951/79.

(140197384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Get-A-Taxi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 160.423.

In the year two thousand and fourteen, on the thirtieth day of October.

Before Us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of shareholders of GET-A-TAXI S.A., a société anonyme governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 42, rue de la Vallée, 2661 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of Maître Carlo Wersandt, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, of 15 April 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1503 of 7 July 2011 and registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B 160.423 (the "Company"). The Articles of Incorporation of the Company were amended according to a notarial deed on 04 June 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1708 of 06 July 2012.

The extraordinary general meeting is opened by Mr. Giacomo DI BARI, private employee, residing in Luxembourg.

The Chairman appoints as secretary of the meeting Mrs Susana GONCALVES MARTINS, private employee, residing in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mrs Aurélie KATOLA, private employee, residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I.- That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

a) Decision to put the Company into liquidation.

b) Appointment of the liquidator and definition of its powers.

II.- The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders, and the number of shares owned by the shareholders are shown on an attendance-list which, signed by the shareholders or their proxies and by the bureau of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, signed «ne varietur» by the appearing parties and the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

III.- That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV.- That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

After deliberation, the meeting adopts, each time unanimously the following resolutions:

First resolution

The Extraordinary General Meeting of Shareholders resolves to dissolve the Company and to put the Company into liquidation as of today.

Second resolution

The Extraordinary General Meeting of Shareholders resolves to appoint as liquidator of the company:

The company "Grant Thornton Lux Audit", a company existing under the laws of Luxembourg, established and having its registered office in 89A Pafebruch, L-8308 Capellen (Luxembourg) (R.C.S. Luxembourg, section B number 183652).

Third resolution

The Extraordinary General Meeting of Shareholders resolves to confer the following powers to the liquidator:

- The liquidator is vested with the broadest powers provided by the articles 144 and following of the consolidated laws of August 10th, 1915 on commercial companies as amended;

- The liquidator is allowed to perform all acts provided in article 144 and 145 without authorisation of the General Meeting of Shareholders if the latter is required;

- The liquidator is dispensed from drawing up an inventory and may refer to the books of the Company;

- The liquidator may on his own responsibility and for particular and specific acts delegate part of his powers determined by the liquidator to one or several third persons to act as his proxies;

- The liquidator is allowed to commit, validly and without restriction, the Company presently put into liquidation, by his individual signature.

Nothing else being on the agenda, the meeting was thereupon closed.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same appearing persons and in case of any differences between the English and the German text, the English text will prevail.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, first names, civil status and residence, the said persons signed together with us the notary this original deed.

Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am dreißigsten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean-Joseph WAGNER, mit dem Amtssitz in Sassenheim (Großherzogtum Luxemburg).

Versammelten sich in außerordentlicher Generalversammlung die Aktionäre der Gesellschaft GET-A-TAXI S.A. statt, eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts, mit Gesellschaftssitz in 42, rue de la Vallée, 2661 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, gegründet gemäß notarieller Urkunde durch den in der Abwesenheit von Maître Jean-Joseph Wagner, mit Amtssitz in Sassenheim, Großherzogtum Luxemburg, amtierenden Notars, Maître Carlo Wersandt, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am 15. April 2011, im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1503 vom 7. Juli 2011 veröffentlicht, und eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 160.423 (die "Gesellschaft"). Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt abgeändert gemäß notarieller Urkunde aufgenommen am 04. Juni 2012, im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1708 vom 06. Juli 2012 veröffentlicht.

Die Versammlung tagt unter dem Vorsitz von Herrn Giacomo DI BARI, Privatangestellter, berufsansässig in Luxemburg.

Der Vorsitzende bestellt zur Schriftführerin Frau Susana GONCALVES MARTINS, Privatangestellte, berufsansässig in Luxemburg.

Die Versammlung bestimmt zur Stimmzählerin Frau Aurélie KATOLA, Privatangestellte, berufsansässig in Luxemburg.

Der Versammlungsvorstand ist hiermit gebildet. Der Vorsitzende erklärt und ersucht den beurkundenden Notar aktenmäßig die nachfolgenden Beschlüsse festzustellen:

I.- Daß die Tagesordnung für die Generalversammlung wie folgt lautet:

Tagesordnung

1.- Beschluss hinsichtlich der Auflösung und Liquidation der Gesellschaft.

2.- Ernennung eines Liquidators sowie Festlegung seiner Kompetenzen und seiner Vergütung.

II.- Die anwesenden oder vertretenen Aktionäre, die Vollmachten der vertretenen Aktionäre und die Anzahl ihrer Aktien sind in der Anwesenheitsliste eingetragen. Diese Anwesenheitsliste, die von den Aktionären, den Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre und dem Vorstand der Versammlung unterzeichnet wurde, wird diesem Versammlungsprotokoll angeheftet und zusammen mit der Urkunde einregistriert.

III.- Sämtliche Aktien der Gesellschaft sind auf gegenwärtiger Versammlung anwesend oder vertreten; die anwesenden oder vertretenen Aktionäre bekennen sich als ordnungsgemäß einberufen und erklären vorweg Kenntnis der Tagesordnung gehabt zu haben, so daß auf eine förmliche Einberufung verzichtet werden konnte.

IV.- Die gegenwärtige Generalversammlung, bei der sämtliche Aktien der Gesellschaft vertreten sind, ist ordnungsgemäß zusammengesetzt und kann in rechtsgültiger Weise über die Tagesordnung beraten.

Nach Diskussion nimmt die Generalversammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluß

Die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre beschließt die Gesellschaft mit sofortiger Wirkung aufzulösen und dieselbe in Liquidation zu setzen.

Zweiter Beschluß

Die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre bestellt zum Liquidator:

die Gesellschaft „Grant Thornton Lux Audit“, eine Aktiengesellschaft (société anonyme), gegründet nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 89A Pafebruch, L-8308 Capellen (Luxembourg) (R.C.S. Luxembourg, Sektion B Nummer 183652).

Dritter Beschluß

Die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre beschließt dem Liquidator folgende Befugnisse zu erteilen:

- Der Liquidator hat die weitestgehenden Befugnisse, so wie dieselben durch das Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und durch die späteren Abänderungsgesetze vorgesehen sind, um die Liquidation durchzuführen.

- Der Liquidator kann alle Handlungen durchführen, welche in Artikel 144 und 145 des vorerwähnten Gesetzes vom 10. August 1915 vorgesehen sind, ohne eine vorherige Genehmigung der Aktionäre einholen zu müssen.

- Er ist nicht verpflichtet, ein Inventar der Gesellschaft zu erstellen und kann sich auf die Konten und Bücher der Gesellschaft berufen.

- Der Liquidator kann, unter seiner Verantwortung, für einzelne und bestimmte Operationen, seine Befugnisse ganz oder teilweise an einen oder mehrere Bevollmächtigte übertragen.

- Der Liquidator kann die in Liquidation gesetzte Gesellschaft durch seine alleinige Unterschrift rechtsgültig und uneingeschränkt vertreten.

Worüber Urkunde aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der amtierende Notar, welcher der englischen Sprache mächtig ist, stellt hiermit fest, daß auf Ersuchen der vorgeannten Parteien, diese Urkunde in englischer Sprache verfaßt ist, gefolgt von einer Übersetzung in deutscher Sprache. Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Erschienenen mit dem Versammlungsvorstand und dem beurkundenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: G. DI BARI, S. GONCALVES MARTINS, A. KATOLA, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 4. November 2014. Relation: EAC/2014/14808. Erhalten zwölf Euro (12.- EUR).

Der Einnehmer ff. (gezeichnet): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014172886/127.

(140197930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Bulla S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 90.494.

Les statuts coordonnés suivant acte n° 69611 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014174394/9.

(140199604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Groove Corporate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 8, place Winston Churchill.

R.C.S. Luxembourg B 191.556.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-ninth day of October.

Before Maître Léonie Grethen, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

Appeared the following:

HOUYOU Développement S.A., a joint stock company (société anonyme), incorporated and existing under Belgian law, having its registered office at 9, rue de la Vallée, B-1050 Ixelles, Belgium and registered with the Belgian Banque Carrefour des Entreprises under number 0845.427.650,

here represented by Mr Mustafa NEZAR, lawyer, professionally residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), by virtue of a proxy given under private seal on 28 October 2014, which, after having been initialled and signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary, will be annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such party, represented as above stated, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") which it declares to establish as follows:

Art. 1. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles"), which specify in the articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2. The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

In particular, the Company may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities, intellectual property rights of whatever origin and other property, rights and interest in property, including real properties in the Grand Duchy of Luxembourg and/ or elsewhere in the world, participate in the creation, the development and the control of any enterprise. It may also acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and intellectual property rights, have them developed and realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise.

The Company may also provide assistance in any form (including but not limited to the granting of advances, loans, money deposits and credits as well as the providing of pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of securities, in any kind of form) to the Company's subsidiaries. On a more occasional basis, the Company may provide the same kind of assistance to undertakings which are part of the same group of companies which the Company belongs to or to third parties, provided that doing so falls within the Company's best interest and does not trigger any license requirements.

In general, the Company may likewise carry out any financial, commercial, industrial, personal or real estate transactions, take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purpose or which promote its development.

The Company may borrow in any form including by way of public offer. It may issue by way of private placement, notes, bonds and debentures and any kind of debt, whether convertible or not, and/or equity securities. It may give guarantees and grant securities in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or some of its assets.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name "Groove Corporate S.à.r.l."

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand and five hundred euro (12,500.-EUR) represented by twelve thousand and five hundred (12,500) shares with a par value of one euro (1.-EUR) each, all subscribed and fully paid-up.

The Company may redeem its own shares.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable reserves are available as regards the excess purchase price. The shareholders' decision to redeem its own shares shall be taken by an unanimous vote of the shareholders representing one hundred per cent (100 %) of the share capital, in an extraordinary general meeting and will entail a reduction of the share capital by cancellation of all the redeemed shares.

Art. 7. Without prejudice to the provisions of article 6, the capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Art. 12. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) may be revoked ad nutum.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

Towards third parties, the Company shall be bound as follows:

- for day-to-day matters, not exceeding three hundred thousand Euros (EUR 300,000), by the sole signature of any Manager;

- for all other matters, by the joint signature of two Managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

In case of plurality of managers, any manager may participate in any meeting of the Board of Managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. Any participation to a conference call initiated and chaired by a Luxembourg resident manager is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting held in such form is deemed to be held in Luxembourg.

The Board of Managers can validly debate and take decisions only if the majority of its members are present or represented.

Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a duly convened and held meeting of the Board of Managers. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or telex.

A meeting of the Board of Managers held by way of circular resolution will be deemed to be held in Luxembourg.

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Resolutions of shareholders can, instead of being passed at a general meeting of shareholders, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing.

Art. 15. The Company's year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

Art. 16. Each year, with reference to the end of the Company's year, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the manager or the board of managers,
2. These accounts show a profit including profits carried forward or transferred to an extraordinary reserve,
3. The decision to pay interim dividends is taken by the sole member or, as the case may be, by an extraordinary general meeting of the members.
4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

Art. 18. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Subscription and Payment

The Articles having thus been drawn up by the appearing party, this party has subscribed to and has fully paid in cash the entirety of the twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of one euro (EUR 1,-) each. Proof of such payment has been given to the undersigned notary who states that the conditions set forth in article 183 of the Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of this deed are estimated at approximately at one thousand one hundred euro (EUR 1,100.-).

Transitory Provision

The first financial year will begin on the present date and will end on 31 December 2014.

Extraordinary general meeting

The above mentioned shareholder, representing the entire subscribed capital, immediately passed the following resolutions:

1. Resolved to set at two (2) the number of Managers and further resolved to appoint the following as Managers for an unlimited period:

Mr Olivier Revol, companies director, born on April 21, 1972 in Sainte-Foy-les-Lyon, France, with professional address at 480 avenue Louise 1050 Ixelles, Belgium;

Ms. Céline Doyen, employee, born on June 24, 1972 in Huy Belgium, with professional address at 8, Place Winston Churchill L-1340 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Towards third parties, the Company shall be bound as follows:

- for day-to-day matters, not exceeding three hundred thousand Euros (EUR 300,000), by the sole signature of any Manager;

- for all other matters, by the joint signature of two Managers.

2. Resolved that the registered office shall be at L-1340 Luxembourg, 8, Place Winston Churchill.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that on request of the above person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the French text will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary this original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuf octobre.

Par devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg),

A comparu:

Hougou Développement, société anonyme de droit belge, ayant son siège social au 9 rue de la Vallée B-1050 Ixelles, inscrite auprès de la Banque Carrefour des Entreprises Belge sous le numéro 0845.427.650,

représentée par Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg), en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 28 octobre 2014, qui après avoir été paraphée et signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, sera annexée au présent acte aux fins de formalisation.

Laquelle comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après "La Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "La Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. La Société peut réaliser toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et droits de propriété intellectuelle de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise. Elle pourra également acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et droits de propriété intellectuelle, les faire mettre en valeur et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La Société peut accorder toute forme d'assistance (incluant mais non limité à l'octroi d'avances, prêts, dépôts d'argent et crédits ainsi que l'octroi de gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés, de toute sorte et forme) aux filiales de la Société. De manière plus occasionnelle, la Société peut accorder le même type d'assistance aux sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ou à des tiers, sous condition que cela tombe dans l'intérêt social et sans engendrer une obligation d'une autorisation spécifique.

En général, la Société pourra également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, et prendre toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et faire toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, y inclus par voie d'offre publique. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts, convertibles ou non, et/ou de créances. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination: "Groove Corporate S.à r.l."

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euro (12.500.-EUR) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale de un euro (1.-EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

La société peut racheter ses propres parts sociales.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision des associés de racheter les parts sociales sera prise par un vote unanime des associés représentant cent pour cent du capital social, réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

Art. 7. Sans préjudice des prescriptions de l'article 6, le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée comme suit:

- pour la gestion journalière, sans excéder trois cent mille euros (EUR 300.000,-), par la signature individuelle d'un des gérants;

- pour tout le reste, par la signature conjointe de deux gérants.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

En cas de pluralité de gérants, les gérants peuvent participer à toutes réunions du Conseil de Gérance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion puissent s'entendre mutuellement. Toute participation à une réunion tenue par conférence téléphonique initiée et présidée par un gérant demeurant au Luxembourg sera équivalente à une participation en personne à une telle réunion qui sera ainsi réputée avoir été tenue à Luxembourg.

Le Conseil de Gérance ne peut valablement délibérer et statuer que si tous ses membres sont présents ou représentés.

Les résolutions circulaires signées par tous les gérants sont valables et produisent les mêmes effets que les résolutions prises à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur des documents séparés ou sur des copies multiples d'une résolution identique qui peuvent être produites par lettres, téléfax ou télex. Une réunion tenue par résolutions prises de manière circulaire sera réputée avoir été tenue à Luxembourg.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de part qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Les résolutions des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'une assemblée générale des associés, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de(s) résolution(s) à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit.

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, à la fin de l'année sociale, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

1. Des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou par le conseil de gérance,
2. Ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice,
3. L'associé unique ou l'assemblée générale extraordinaire des associés est seul(e) compétent(e) pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes.
4. Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Souscription et paiement

La partie comparante ayant ainsi arrêté les Statuts de la Société, elle a souscrit et intégralement libérée en espèces les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune. La preuve de ce versement a été apportée au notaire soussigné qui constate que les conditions prévues à l'article 183 de la Loi ont été respectées et que la preuve de tous ces paiements lui a été rapportée.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille cent euros (EUR 1.100,-).

Disposition transitoire

La première année sociale commencera ce jour et finira le 31 décembre 2014.

Assemblée générale extraordinaire

L'associé précité, représentant tout le capital souscrit, a tout de suite adopté les résolutions suivantes:

2) Fixation du nombre de Gérants à deux (2), et nomination des Gérants suivants pour une période illimitée:

Madame Céline Doyen, salariée, née le 24 juin 1972 à Huy, Belgique, demeurant professionnellement au 8, Place Winston Churchill L-1340 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Monsieur Olivier Revol, administrateur de sociétés, né le 21 avril 1972 à Sainte-Foy-les-Lyon, France, demeurant professionnellement au 480, avenue Louise, B-1050 Ixelles.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée comme suit:

- pour la gestion journalière, sans excéder trois cent mille euros (EUR 300.000,-), par la signature individuelle d'un des gérants;

- pour tout le reste, par la signature conjointe de deux gérants.

3) Fixation du siège social de la Société à L-1340 Luxembourg 8, Place Winston Churchill.

Le notaire soussigné qui parle et comprend la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du mandataire du comparant le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même mandataire du comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version française primera.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire du comparant connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Nezar, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 31 octobre 2014. Relation: LAC/2014/51015. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Référence de publication: 2014172863/322.

(140197499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

GPF Capital I S.C.A. SICAR, Société en commandite par actions qualifiée de Société d'Investissement à Capital Variable - Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 1, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 191.572.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the 4th day of November,
Before, Maître Blanche Moutrier, notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1) GPF Partners, société à responsabilité limitée, incorporated under the laws of Luxembourg with its registered office at 48, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1330 Luxembourg, incorporated by a deed of the notary Blanche Moutrier, prenamed, dated November 4th, 2014, in the process of registration with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés, here represented by Mr Martín Rodríguez-Fraile Huete, manager, residing professionally in Spain and Mr Alan Picone, manager, residing professionally at 65, rue d'Eich, L-1461 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

2) Mr Gonzalo Rodríguez-Fraile, residing in Chalet Augusta #3, CH 3963, Crans-Sur-Sierre, Switzerland, here represented by Mr Martín Rodríguez-Fraile Huete (named above), pursuant to a proxy dated 30 October 2014.

The proxy signed "ne varietur" by Mr Martin Rodriguez-Fraile Huete and the undersigned notary shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the articles of association (the "Articles") of a company which they form between themselves.

Any terms in these Articles with an initial capital refer to the definitions in the prospectus of the company (the "Prospectus"), unless otherwise defined herein.

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares (the "Shareholders") of the company hereafter issued, a company in the form of a société en commandite par actions (S.C.A.) with variable capital qualifying as a société d'investissement en capital à risque (SICAR) under the name of GPF Capital I S.C.A. SICAR (the "Company").

The Company shall be governed by the law of 15 June 2004 concerning the société d'investissement en capital à risque (SICAR), as amended (the "2004 Law").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner (as defined under Article 15 below). Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the General Partner.

If and to the extent permitted by law, the General Partner may decide to transfer the registered office to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the General Partner determines that extraordinary political, military, economic or social events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Term of the Company. The Company is incorporated for an unlimited duration.

The Company may be dissolved by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for amendments of these Articles, but only with the consent of the General Partner. The Company will not be dissolved in case the General Partner resigns, is liquidated, is declared bankrupt or is unable to continue its business.

Art. 4. Purpose. The purpose of the Company is the investment of the funds available to it, directly or indirectly, in securities and other assets representing risk capital within the broadest meaning permitted under Article 1 of the 2004 Law and any other applicable CSSF circulars (including the CSSF circular 06/241) in order to provide its investors with the benefit of the result of its assets in consideration of the risk which they incur, however, there is no assurance that the Company's objectives will be achieved or that there will be any return of capital.

The Company may contract any form of borrowings and issue bonds, debentures and any other debt instruments, whether secured on part or all of the assets of the Company or unsecured.

Furthermore, the Company may take any measures and carry out any transactions which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the fullest extent permitted under the 2004 Law and any other applicable circulars.

Art. 5. Liability. The General Partner is liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company.

The holders of Ordinary Shares shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as Shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their commitment to the Company.

Art. 6. Determination of the investment objectives. In addition to what may be provided for in that respect in these Articles and/or in applicable Luxembourg laws and regulations, the Company's investment objectives, strategies, policies and risks, including (i) how the Company's assets may be invested and in which assets the Company may invest and (ii) any applicable investment limits and restrictions, shall be freely determined from time to time by the General Partner and/or its alternative investment fund manager, to the extent that such investment objectives, strategies, policies and risks comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations.

Where it is mandatory to convey such information to investors, information regarding the Company's investment objectives, strategies, policies and risks may be disclosed or made available to investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 29 of these Articles it being understood that availability or disclosure of any information regarding the Company's investment objectives, strategies, policies and risks may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

Art. 7. Share Capital.

(a) The share capital of the Company shall be represented by shares (the "Shares") of no nominal value comprising at least one Share held by the General Partner-associé-gérant-commandité (the "General Partner Share", all other Shares being referred to as the "Ordinary Shares") and shall at all times be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 12 hereof. The minimum capital of the Company, which must be achieved within twelve (12) months after the date on which the Company has been authorized as a société d'investissement en capital à risque (SICAR) under Luxembourg law, is one million Euros (EUR 1,000,000). The General Partner acting on behalf of the Company has full discretion to organise the procedures relating to closings, drawdowns and payments upon drawdown as further disclosed in the Prospectus.

(b) The General Partner may, at any time, as it deems appropriate, decide to create one or more compartments as provided for under article 3 of the 2004 Law (each such compartment, a "Compartment"). The Shares to be issued in a Compartment may, as the General Partner will determine, be of one or more different classes, the features, terms and conditions of which will be established by the General Partner and provisions set out in these Articles regarding Compartments shall apply mutatis mutandis to the Class therein.

The Company constitutes a single legal entity, but the assets of each Compartment will be invested for the exclusive benefit of the Shareholders of the corresponding Compartment and the assets of a specific Compartment are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that Compartment, i.e. the assets and liabilities of each Compartment are legally segregated from the assets and liabilities of any other Compartments of the Company.

The General Partner may create each Compartment for an unlimited or a limited period of time.

The proceeds from the issuance of Shares of any Class within a Compartment will be invested in risk capital pursuant to Article 4 hereof.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Compartment will, if not expressed in Euros, be converted into Euros and the capital will be the total of the net assets of all the Compartments.

The general meeting of holders of Shares of a Compartment or Class, deciding with simple majority, may consolidate or split the Shares of such Compartment or Class.

(c) The Company was incorporated with a fully subscribed capital of fifty thousand (EUR 50,000) Euros, consisting of one (1) General Partner Share with no nominal value and forty nine thousand nine hundred and ninety nine (49,999) Ordinary Shares with no nominal value.

Art. 8. Eligible Investors. Shares in the Company are exclusively restricted to eligible investors who qualify as "Eligible Investors" within the meaning of article 2 of the 2004 Law, i.e. any institutional investor, professional investor or any other investor who confirmed in writing that it/he/she adheres to the status of well-informed investor and who either (i) invests or commits to invest a minimum of one hundred and twenty-five thousand Euros (€ 125,000) in the Company, or (ii) has obtained an assessment made by a credit institution, within the meaning of Directive 2006/48/EC, an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC, or a management company within the meaning of Directive 2009/65/EC certifying its/his/her expertise, its/his/her experience and its/his/her knowledge in adequately appraising an investment in risk capital (a "Well-informed Investor") within the meaning of the 2004 Law.

Art. 9. Shares. Shares shall be issued in registered form only.

The inscription of the shareholder's name in the Register of Shareholders (as defined below) evidences its right of ownership of such shares. Share certificates in registered form may be issued upon request of the Shareholders and shall be signed by the General Partner. Such signature may be either manual or printed, or by facsimile. If Share certificates are issued and a Shareholder desires that more than one share certificate be issued for his Shares, the cost of such additional certificates may be charged to such Shareholder.

All issued Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders (the "Register of Shareholders"), which shall be kept by the Registrar and Transfer Agent. The Register of Shareholders shall contain the name of each

Shareholder, its/his/her residence, registered office or elected domicile, the number and Class of Shares it/he/she owns, the amount paid in on each such Share and banking references. Until notices to the contrary shall have been received by the Company, it may treat the information contained in the Register of Shareholders as accurate and up to date and may in particular use the inscribed addresses for the sending of notices and announcements and the inscribed banking references for the making of any payments.

If any Shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his Share certificate has been mislaid, lost, stolen or destroyed, then, at its/his/her request, a duplicate certificate may be issued under such conditions as the Company may determine subject to applicable provisions of the law. At the issuance of the new Share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate in place of which the new one has been issued shall become void. Severely damaged Share certificates may be exchanged for new ones by order of the Company. The severely damaged certificates shall be delivered to the Company and shall be annulled immediately. The Company may, at its election, charge the Shareholder for the costs of a duplicate or for a new certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the cancellation of the old certificate.

Fractional Shares may be issued up to two places after the decimal and shall carry rights in proportion to the fraction of a Share they represent but shall carry no voting rights, except to the extent that their number is such that they represent a whole Share, in which case they confer a voting right.

Each Share grants the right to one vote at the general meeting of Shareholders and at separate Compartment or Class meetings of the holders of Shares of each of the Compartments or Classes.

The Company only recognizes one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) must appoint a single attorney to represent such Share(s) in respect of the Company. Failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

Each Shareholder will have first accepted and signed a subscription agreement (the "Subscription Agreement") wherein it irrevocably commits to make all payments for the entire amount of its commitment.

Art. 10. Issue of Shares. Shares may be issued only upon acceptance of the subscription and subject to receipt of the purchase price. The prospective Shareholder will, without undue delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, receive title to the shares purchased by him and, where applicable, obtain delivery of definitive share certificates in registered form or confirmation of his shareholding. Each prospective Shareholder may also be asked for a given Compartment to commit to subscribe for Ordinary Shares on one or more dates or periods as determined by the General Partner and which shall be indicated and more fully described in the Prospectus.

Payments for subscriptions to Ordinary Shares shall be made in whole or in part on the dates described in the Prospectus. The form of payment in relation to such subscriptions shall be determined by the General Partner in accordance with the provisions of the Prospectus and the Subscription Agreement signed by the Shareholder.

Art. 11. Redemption or Acquisition of Shares. Unless otherwise specified for a given Compartment or a given Class in the Prospectus, unilateral redemption requests by Shareholders shall not be accepted by the Company.

Nonetheless, the General Partner may proceed with a transfer or a compulsory redemption or acquisition of the Shares (excluding the General Partner Share) if a Shareholder ceases to be or is found not to be an Eligible Investor within the meaning of Article 8 of these Articles.

The Company may also redeem or acquire Shares in the event of default of payment by a Shareholder within the conditions set forth in the Prospectus of the Company and the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (the "1915 Law").

The Company may redeem or acquire Shares whenever the General Partner considers redemption to be in the best interests of the Company.

Shares of the capital stock of the Company redeemed by the Company shall be cancelled or held by the Company in a treasury account, as may be resolved from time to time by the General Partner.

The Company shall have the right, if the General Partner so determines, to satisfy payment of the redemption price to any Shareholder who agrees, in specie (in kind) by allocating to the Shareholder assets from the portfolio of the Company equal to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudice to the interests of the other Shareholders of the Company and the valuation used shall be confirmed by a special report of the approved statutory auditor of the Company. The specific costs for such redemptions in specie (in kind), in particular the costs of the special audit report, shall be borne by the Shareholder or by a third party, but will not be borne by the Company unless the General Partner considers that the redemption in specie (in kind) is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

If at any time an investor or shareholder, who has agreed to commit to subscribe for Ordinary Shares pursuant to Article 10 hereof, fails to honour its commitment through the full payment of the subscription price within the timeframe decided by the General Partner (a "Defaulting Investor" and/or (as the case may be), "Defaulting Shareholder") and referred to in the Prospectus, the General Partner has the right, at its discretion, to apply default provisions, including the suspension of the voting right or the exclusion of the Defaulting Investor/Shareholder, to such Defaulting Investor/

Shareholder, as the General Partner shall determine in its reasonable discretion and in accordance with Luxembourg law and as detailed in the Prospectus.

Art. 12. Calculation of the Net Asset Value.

12.1. The Net Asset Value of each Share of the Company shall be determined by the Company, under the prime responsibility of the alternative investment fund manager or any agent of the Company and/or the alternative investment fund manager, at least once a year at such date to be determined from time to time by the General Partner (each a "Valuation Date") and disclosed in the Prospectus. The General Partner may determine or cause to be determined the Net Asset Value more frequently.

12.2. The Net Asset Value per Share of each Class for each Compartment is determined by dividing the value of the total asset of the Compartment properly allocated to such Class less the liabilities of the Compartment properly allocated to such Class by the total number of Shares of such Class outstanding on a Valuation Date. The Net Asset Value per Share will be given to two (2) decimal places.

12.3. The assets of the Company will include (without limitation):

- all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- all securities, units/shares in undertakings for collective investment ("UCIs"), time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other investments, securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company;
- all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing Shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- the liquidating value of all futures and forward contracts and all call and put options the Company has an open position in;
- all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

12.4. The assets of the Company shall be valued on the basis of their fair value. Such fair value will be determined by using the criteria corresponding to the valuation guidelines and principles set out in the valuation guidelines for Private Equity and Venture Capital published by the relevant association disclosed for each Compartment in the Prospectus, including the Association Française des Investisseurs pour la Croissance (AFIC), the British Venture Capital Association (BVCA) and the International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines (IPEV) published by the International Private Equity and Venture Capital Valuation Board in September 2009 or as amended at any more recent date (the "Guidelines") and as further specified in the Prospectus for each relevant Compartment.

Unlisted debt securities, credit facilities and loans investment will be fair valued in accordance with a method disclosed in the Prospectus and which shall be applied consistently. Other considerations would be taken into account in applying the method as the alternative investment fund manager and/or the General Partner shall determine in good faith.

The value of securities not quoted or dealt in on a stock exchange or a regulated market operating regularly shall be assessed in accordance with appropriate professional standards, such as, for example, and without limitation, the Guidelines which shall be estimated prudently and in good faith by the alternative investment fund manager and/or the General Partner, and

All other assets shall be assessed on the basis of the fair value, which shall be estimated prudently and in good faith by the alternative investment fund manager or the General Partner.

Shares in underlying investment funds shall be valued at their last available price or latest official net asset value, as reported or provided by such underlying investment funds or their administrator. If events have occurred which may have resulted in a material change of the net asset value of such shares in underlying investment funds since the day on which the latest official net asset value was calculated, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the alternative investment fund manager and/or the General Partner, such change of value.

The value of transferable securities listed or dealt in on a regulated market which operates regularly and is recognized and open to the public is based on the latest available price and if such transferable security is dealt in on several markets, on the basis of the latest available price on the main market for such security. If the latest available price is not representative, the value will be assessed on the basis of the fair value, which shall be estimated prudently and in good faith by the alternative investment fund manager and/or the General Partner.

The value of any cash on hand or on deposit, bills, demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, dividends and interest matured but not yet received shall be represented by the par value of these assets except however if it appears that such value is unlikely to be received. In the latter case, the value shall be determined by deducting a certain amount to reflect the true value of these assets.

Liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest.

The values expressed in a currency other than the reference currency of a Compartment will be converted at the applicable exchange rate in Luxembourg on the relevant Valuation Date.

12.5. The liabilities of the Company will include (without limitation):

- all loans, bills and accounts payable;
- all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- all accrued or payable fees and expenses (including administrative expenses, management fees, including incentive fees, Depositary (as defined hereafter) fees, central administrative agent's and registrar and transfer agent's fees);
- all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the General Partner, and other reserves (if any) authorized and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the General Partner will take into account all expenses payable by the Company which will comprise but not be limited to fees payable to its General Partner, investment managers/advisers, including performance fees, if any, fees and expenses payable to its Depositary and its correspondents, domiciliary and corporate agent, administrative agent, the registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any distributor, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, fees and expenses for legal, accounting and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any government agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses and similar documents, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, the cost of printing Share certificates, if any, and the costs of any reports to the Shareholders, expenses incurred in determining the Company's Net Asset Value, the costs of convening and holding Shareholders' meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the costs of buying and selling assets and any issue or transfer taxes chargeable in connection with any securities transactions, reasonable travelling costs in connection with the selection of local or regional investment structures and of investments in such investment structures, the costs of publishing the issue and redemption prices, if applicable, interest, bank charges, research costs from brokers or any consulting companies, currency conversion costs and brokerage, postage, telephone and telex, the cost of insurance (if any), litigation and indemnification expenses and extraordinary expenses not incurred in the ordinary course of business, being inter alia marketing and promotional expenses. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

12.6. The Net Asset Value per Share on each Valuation Date will be made available to the Shareholders in the manner prescribed in the Prospectus.

12.7. In addition to what may be provided for in that respect in these Articles, the valuation of the Company's assets and the calculation of the net asset value per share shall be governed by the rules contained in the relevant applicable Luxembourg laws and regulations as well as by all other rules, policies and procedures determined from time to time by the General Partner and/or the alternative investment fund manager to the extent that such other rules, policies and procedures comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations. Where it is mandatory to convey such information to investors, information regarding (i) the rules applicable to the valuation of the Company's assets and the calculation of the net asset value per share and (ii) any valuation and calculation may be disclosed or made available to investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 29 of these Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding asset valuation and calculation of the net asset value may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

Art. 13. Suspension of Calculation of the Net Asset Value. The General Partner or any of its agents may temporarily suspend the calculation of the Net Asset Value of one or more Compartments in any of the following events:

(a) any of the principal markets or stock exchanges on which a substantial portion of the investments of the Company or of a Compartment are quoted is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended;

(b) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of investments in the Company or a Compartment would be impracticable;

(c) a breakdown has occurred with respect to the means of communication normally employed in determining the price of any of the investments in the Company or a Compartment or the current prices on any market or stock exchange; or

(d) any period when the Company is unable to repatriate funds or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments in the Company or a Compartment cannot in the opinion of the General Partner be effected at normal rates of exchange.

(e) No issue or, if applicable, redemption of Shares will take place during any period when the calculation of the Net Asset Value is suspended. Notice of any suspension will be given to Shareholders who are concerned because of subscription or redemption reasons if, according to the General Partner, the suspension will exceed eight (8) calendar days.

Art. 14. General Partner. The Company shall be managed by GPF Partners, société à responsabilité limitée, a company incorporated under the laws of Luxembourg (the "General Partner") in its capacity as general partner (associé commandité) of the Company.

Art. 15. Powers of the General Partner and Representation of the Company. The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's corporate objectives, including all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or these Articles to the general meeting of Shareholders will be exercised by the General Partner or by any of its agents as further detailed in the present Article.

The General Partner may, from time to time, appoint officers or agents of the Company considered necessary for the operation and management of the Company, provided however that the holders of Shares other than the General Partner Share may not act on behalf of the Company without jeopardising their limited liability.

The officers and/or agents appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the General Partner.

The General Partner may appoint special committees, such as a supervisory committee and an advisory committee, as described more fully in the Prospectus in order to conclude certain tasks and functions expressly delegated to such Committee(s). The General Partner may also appoint an investment adviser. The Company may further compulsorily or voluntarily enter into an agreement with an alternative investment fund manager authorised under Directive 2011/61/EU of 8 June 2011 on Alternative Investment Fund Managers, and the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers implementing Directive 2011/61/EU, as amended (the "2013 Law"), pursuant to which the latter shall be appointed as the designated alternative investment fund manager of the Company and shall provide the Company with all or certain of the services set out under Annex I of Directive 2011/61/EU. Alternatively, the Company may also elect to qualify as an internally-managed alternative investment fund under Directive 2011/61/EU.

Vis-à-vis third parties, the Company shall be validly bound by the sole signature of the General Partner or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the General Partner.

Art. 16. Actions and Delegations by the General Partner.

(a) Except as may be expressly limited by the provisions of these Articles and under Directive 2011/61/EU, the General Partner is specifically authorized to act alone to execute, sign, seal and deliver in the name and on behalf of the Company any and all agreements, certificates, instruments or other documents requisite to carrying out the intentions and purposes of these Articles and of the Company;

(b) The General Partner, in its sole discretion, may enter into, terminate or approve any modifications or amendments of any service or management agreement;

(c) Any documentation, analysis, data or other information gathered or produced by the General Partner in connection with the management of the Company shall become the property of the General Partner.

(d) The General Partner may authorise or allow the alternative investment fund manager to conduct investment and management of all or any part of the portfolio of assets established for two or more Compartments on a pooled basis, or of all or any part of the portfolio of assets of the Company on a co-managed or cloned basis with assets belonging to other Luxembourg Sicars, all subject to appropriate disclosure and compliance with applicable regulations, and as more fully described in their respective sales documents.

(e) The General Partner may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the board of managers of the General Partner or not) as it thinks fit.

Art. 17. Transfer of Shares. Transferability

1.1 a) Any Transfers within the meaning given in the Prospectus shall be made in accordance with the applicable law and the Articles. Except for any Transfers referred to in clauses 17.6, 17.8 and 17.9 and any Transfers of Promoter Shares within the meaning given in the Prospectus which are governed solely by the provision of 17.20. Shares may be transferred only with the prior written approval of the General Partner and exclusively to Well-Informed Investors. Where the General Partner approves a Transfer of Shares in accordance with this clause 1.1, such Transfer shall be effected in accordance with the relevant provisions of this clause Erreur: source de la référence non trouvée.

(b) The Company will restrict or object to the ownership of Shares in the Company by any Person within the meaning given in the Prospectus not meeting the conditions of Eligible Investor as defined in the Prospectus and the Articles.

For this purpose the Company will:

(i) refuse to issue Shares or register the transfer of Shares where it appears that this issue or transfer would or could have the effect of allotting ownership of the Share to any Person not meeting the conditions of Eligible Investor;

(ii) proceed with the enforced redemption of all or some of the relevant Shares if it appears that a Shareholder ceases to be, or is found not to be, an Eligible Investor.

Transfer of the General Partner Share

17.2 The General Partner Share held by the General Partner is not transferable to any Person without the consent given at a general meeting of Shareholders in accordance with the quorum and majority requirements for the amendment of the Articles as provided under Article 25 of the Articles.

In the event of a Transfer of the General Partner Share, the assignee or transferee shall be substituted in the place of the General Partner and admitted to the Company as a general partner of the Company pursuant to applicable law and with the prior consent of the Luxembourg supervisory authority. Immediately thereafter, such substituted general partner shall hereby be authorized to and shall continue the business of the Company.

Transfer by Shareholders

17.3 Subject to any limitations in the Articles and the Prospectus, Shares in a Compartment may be transferred by a written instrument of transfer signed by the transferor and containing the name and address of the transferee. Such written instrument of transfer as well as a Transfer Agreement shall be sent to the Company for registration, but in the absence of such written instrument of transfer the General Partner may accept such evidence of a Transfer of Shares as they consider appropriate. The Transfer of Shares is effective when the name of the transferee is entered on the Register of Shareholders.

17.4 Notwithstanding any other provision of the Prospectus, in the event that any Shareholder (the “Proposed Transferor”) wishes to transfer (the “Proposed Transfer”) all or any of its Shares (the “Proposed Shares”) to a Person (the “Proposed Transferee”), the Proposed Transferor shall be required to give a prior notice no later than fifteen (15) Business Days prior to the Proposed Transfer in writing to the General Partner (the “Transfer Notice”). The Transfer Notice shall:

- (a) state the name and the address of the Proposed Transferee;
- (b) indicate the Proposed Transfer sale price (the “Proposed Price”), the number and Class of Shares to be transferred (together with all rights then attached thereto), the amount of the Transferred Outstanding Commitment (as defined below) of the Proposed Transferor, and other details of the Proposed Transfer as the General Partner may in its absolute discretion determine; and
- (c) be counter-signed by the Proposed Transferee.

17.5 In the event that a Transfer of Shares is effected at such time as the Proposed Transferor is still bound by an Outstanding Commitment (the “Transferred Outstanding Commitment”), the Transferred Outstanding Commitment must be assumed by the Proposed Transferee at the same time as the relevant Transfer of Shares is effected and the Proposed Transferee shall be obliged to enter into an instrument of transfer in a form approved by the General Partner requiring the Proposed Transferee to honour and be irrevocably bound by the relevant Transferred Outstanding Commitment.

In addition, the Proposed Transferee shall be obliged to enter into an instrument of transfer in a form approved by the General Partner requiring the Proposed Transferee to honour and be irrevocably bound by any amounts the relevant Proposed Transferor may be bound to pay to cover a Rate Fluctuation Event, if any as further specified in the Prospectus.

Unrestricted Transfers

17.6 Provided that the Proposed Transferor sends a Transfer Notice to the General Partner no later than fifteen (15) Business Days prior to the proposed date of the Transfer, any Transfer of Shares to any of the following persons shall not be subject to provisions of clauses 17.10 to 17.18:

- a) an Affiliate of this Proposed Transferor; or
- b) an investment fund managed by this Proposed Transferor or by an Affiliate of this Proposed Transferor; or
- c) a trust which shall hold the Proposed Shares on trust for the sole benefit of the Proposed Transferor (the “Affiliated Trust”).

17.7 The General Partner shall nevertheless have the right to prohibit any Proposed Transfer which may in the opinion of the General Partner be prejudicial to and/or create a regulatory and/or tax issue for the Compartment to which the Shares relate, to the Company, the General Partner, or its Affiliates.

17.8 After the Proposed Transfer to an Affiliate or an Affiliated Trust has been effected, if at any time the Proposed Transferee ceases to be an Affiliate or an Affiliated Trust of the Proposed Transferor, then the Proposed Transferee shall transfer all of the Proposed Shares back to the Proposed Transferor as soon as reasonably possible.

17.9 If there are two or more successive Transfers of the same Shares proposed to Affiliates or Affiliated Trusts, any Transfer after the first Transfer will be unrestricted only if the Proposed Transferee is an Affiliate or an Affiliated Trust of the Proposed Transferor in the first Transfer.

Prior Approval and Pre-Emption Rights

17.10 Except for any Transfer of Shares referred to in the preceding clauses 17.6, 17.8 and 17.9, the Transfer of Investor Shares, for any reason whatsoever, are subject to the prior written approval of the General Partner and to the provisions of clauses 17.10 to 17.18.

17.11 Upon receipt of a Transfer Notice, the General Partner shall have the right to purchase all but not some only of the Proposed Shares or to designate a Person which shall purchase all of the Proposed Shares from the Proposed Transferor at the Proposed Price.

17.12 The General Partner, for itself or on behalf of its designee, shall have a period of fifteen (15) Business Days from receipt of the Transfer Notice to inform the relevant Proposed Transferor whether the right conferred pursuant to clause 17.11 is exercised. If the General Partner elects not to exercise the right conferred by clause 17.11 or fails to respond within such period, the right conferred pursuant to clause 17.11 shall lapse and the remaining provisions of this clause Erreur: source de la référence non trouvée shall apply.

17.13 The Compartment, at the discretion of the General Partner shall have the right to purchase all or any of the Proposed Shares if the General Partner elects not to exercise or fails to exercise the right conferred by clause 17.11.

17.14 If the Compartment elects not to exercise the right conferred by clause 17.13, the right conferred pursuant to clause 17.13 shall lapse and the remaining provisions of this clause Erreur: source de la référence non trouvée shall apply.

17.15 Subject to the preceding clause 17.14, the General Partner shall inform the other investor Shareholders of the relevant Compartment (the "Beneficiary Shareholders") in writing of the intended Proposed Transfer, specifying the information provided in the Transfer Notice.

17.16 Upon receipt of a notice pursuant to the preceding clause 17.15, the Beneficiary Shareholders shall have the right, between them, to purchase all but not some only of the Proposed Shares at the Proposed Price and on terms and conditions no less favourable than those contained in the Transfer Notice, exercisable within fifteen (15) Business Days following the date on which the General Partner sent the letter informing the Beneficial Investor(s) of the Proposed Transfer referred to in clause 17.15 above.

17.17 At the end of the period set out in the preceding clause 17.16, if one or more of the Beneficiary Shareholders announces its intention to purchase all of the Proposed Shares, the General Partner shall inform the Proposed Transferor as soon as possible, by registered letter with return receipt requested, that one or more Beneficiary Shareholder(s) wishes to acquire all of the Proposed Shares, and shall indicate the number of Proposed Shares that each Beneficiary Shareholder proposes to purchase. Where the requests exceed the number of Proposed Shares, the Proposed Shares shall be allocated amongst the Beneficiary Shareholders in the Compartment according to the ratio equal to the number of Shares held respectively by each Beneficiary Shareholder in the Compartment divided by the aggregate number of all the Shares held by the Beneficiary Shareholders who have exercised their pre-emption right (as nearly as may be possible without involving fractions of Shares).

17.18 If the pre-emption rights conferred pursuant to clauses 17.11, 17.13 and 17.16 are not exercised with respect to all of the Proposed Shares on the terms set out therein, the General Partner will have thirty (30) Business Days from the date on which the notice made pursuant to clause 17.16 shall have lapsed to decide whether it does or does not approve the Proposed Transfer to the Proposed transferee and to notify such decision to the Proposed Transferor. The General Partner has full and unfettered discretion in making its decision and is not required to make the reasons for its decision known. In the event that the General Partner does not approve a Proposed Transfer, notwithstanding any other provisions of this Prospectus, the General Partner shall not recognize the Transfer nor amend the Register of Shareholders.

17.19 The General Partner, its Affiliates, the Company and the Compartment shall be reimbursed by the Proposed Transferor for any costs incurred with respect to a Transfer. The General Partner, its Affiliates, the Company and the Compartment may also receive compensation from the Proposed Transferor, negotiated by mutual consent, if the Proposed Transferor requires its assistance in seeking a transferee for its Shares.

Transfers of Promoter Shares

17.20 The General Partner and/or any other Person which the General Partner designates shall subscribe for the Promoter Shares. The General Partner will have the right to transfer such Promoter Shares to whom it thinks fit in its absolute discretion. Any other Person holding Promoter Shares will have the right to transfer its Promoter Shares subject to the prior written consent of the General Partner. None of the preceding provisions of clause Erreur: source de la référence non trouvée shall apply to any Transfers of Promoter Shares.

Assignment of interests or Shares in violation of this clause

17.21 No transfer of a Share in violation of this clause shall be valid or effective, and the Company and the Compartment shall not recognize the same, for the purposes of making distributions of Net Proceeds or reductions of Outstanding Commitment or otherwise with respect to interests in the Company.

Art. 18. Indemnification.

18.1. The Company will indemnify out of the assets of each Compartment and within the limits set forth in the Prospectus, either out of any distributions to which any Shareholder is entitled, pro rata to such Shareholder's interest in the Compartment, or by requesting the payment of capital calls, each Indemnified Party (as such term is defined in the Prospectus), for and against any and all liabilities, obligations, losses, damages, penalties, actions, judgments, suits, costs, expenses or disbursements of any kind or nature whatsoever (including legal fees) (other than those resulting from fraud or gross negligence on the part of any Indemnified Party) which may be imposed on, incurred by or asserted against any Indemnified Party in performing their obligations or duties as further detailed in the Prospectus.

18.2. The Company may purchase and maintain liability insurance in relation to the General Partner and/or to any person who is or was its directors, officers, servants or agents and to any person who is or was an Indemnified Party, an officer or a liquidator of the Compartment as further detailed in the Prospectus.

Art. 19. Conflicts of Interest. The guidelines in relation to the conflict of interest are fully described in the Prospectus.

Art. 20. Depositary. The Company will enter into a depositary agreement with a Luxembourg depositary (the "Depositary") in accordance with the requirements of the 2004 Law and the 2013 Law.

The Depositary will conduct its tasks in accordance with the provisions set forth in the 2013 Law.

The duties of the Depositary cannot be terminated unless and until a successor Luxembourg bank or eligible entity shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 21. General Meeting of Shareholders. The general meeting of Shareholders represents all Shareholders of the Company. It has the powers expressly reserved to it by law or these Articles provided that a resolution shall be validly adopted only if approved by the General Partner. Meetings in any Compartment or Class of Shares may also be held in circumstances where the rights of the Shareholders in the Compartment or the Class of Shares, respectively, may be changed as a result of the resolutions.

The annual general meeting of Shareholders of the Company will be held in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice, on the third Thursday of the month of June at 2:00 pm of each year. If such day is not a business day, the meeting shall be held on the following business day.

Any resolution of a general meeting of Shareholders affecting the interest of the Company vis-à-vis third parties or amending the present Articles must be approved by the General Partner.

Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Notices of all general meetings of Shareholders, setting forth the agenda and specifying the time and place of such meeting and the conditions of admission thereto and referring to quorum and majority requirements, will be sent by registered mail to the Shareholders, at least eight (8) calendar days prior to the meeting, to their addresses in the Register of Shareholders and may be published if required under Luxembourg laws.

Art. 22. Accounting Year. The Company's accounting year shall begin on 1st January of each year and shall end on 31st December of the same year.

Art. 23. Annual Report and Accounts. The accounts of the Company shall be prepared in accordance with the Luxembourg GAAP. Subject to, and in compliance with, applicable laws and regulations, the General Partner is authorised to change the accounting standards and adopt new accounting standards accepted in Luxembourg and considered by the General Partner to be the most appropriate for the Company. The accounting standards actually retained by the Company may be disclosed or made available to investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 29 of these Articles.

Art. 24. Distributions. The right to distributions and the right to capital reimbursement of each Class of Shares are determined by the General Partner in accordance with the provisions of the relevant Compartment's distribution waterfall further disclosed in the Prospectus.

Art. 25. Amendments to the Articles of Association. Any resolution of a general meeting of Shareholders to the effect of amending these Articles must be passed by a quorum of fifty percent (50%) of the capital of the Company and a majority of two-thirds of the votes cast at the meeting and with the consent of the General Partner. Each amendment to these Articles entailing a variation of rights of a Class of Shares or a Compartment must be approved by a resolution of the general meeting of Shareholders and of a separate meeting of the Shareholders of the relevant Class of Shares or of the Compartment, respectively, and with the consent of the General Partner.

Art. 26. Dissolution, Liquidation. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out in accordance with the provisions of the 1915 Law and the 2004 Law, by one or more liquidators named by the general meeting of Shareholders resolving to dissolve the Company, and upon proposal by the General Partner. Such meeting shall determine their powers and their remuneration. The net proceeds may be distributed in kind to the holders of Shares.

Compartments may be established for a limited or unlimited period, as specified in the relevant appendix of the Prospectus.

If the net assets of any Compartment or Class fall below or do not reach an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Compartment or such Class to be operated in an economically efficient manner or if a change in the economic or political situation relating to the Compartment or Class concerned justifies it, the General Partner has the discretionary power to liquidate such Compartment or Class by compulsory redemption of shares of such Compartment or Class at the Net Asset Value per Share determined as at the Valuation Date at which such a

decision shall become effective. The decision to liquidate will be mailed to the Shareholders concerned prior to the effective date of the liquidation.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, a general meeting of Shareholders of any Compartment or Class may, upon proposal from the General Partner and with its approval, redeem all the Shares of such Compartment or Class (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses). There shall be no quorum requirements for such a general meeting of Shareholders at which resolutions shall be adopted by simple majority of the votes cast.

Upon the circumstances provided for under the third paragraph of this section, the General Partner may decide, in its sole discretion, to allocate the assets of any Compartment to those of another existing Compartment within the Company (the "New Compartment") and to re-designate the Shares of the Compartment concerned as shares of the New Compartment (following a split or consolidation, if necessary and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be notified for information purposes to the Shareholders concerned (and, in addition, the notification will contain information in relation to the New Compartment) by mail to the address of each concerned Shareholder as disclosed in the Register of Shareholders.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Compartment to another Compartment of the Company may be decided upon by a general meeting of the Shareholders, upon proposal from the General Partner and with its approval, of the contributing Compartment for which there shall be no quorum requirements and which shall decide upon such an amalgamation by resolution adopted by simple majority of the votes cast.

Assets which could not be distributed to the relevant Shareholders upon the closure of the liquidation of a Compartment or Class will be deposited with the Caisse de Consignation to be held for the benefit of the relevant Shareholders. Amounts not claimed will be forfeited in accordance with Luxembourg Law.

Any distribution resulting of the foregoing shall be made and processed in accordance with the relevant provisions set out in the prospectus and the relevant provisions set out in the applicable appendix of the prospectus under section "Distribution Waterfall".

Any changes or amendments to the status of the Company as a Société d'Investissement en Capital à Risque shall require the unanimous consent of all Shareholders and the prior approval by the CSSF.

Art. 27. General Provisions. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2004 Law.

Withdrawal of the status of société d'investissement en capital à risque (SICAR) of the Company shall require the unanimous consent of the Shareholders and the prior approval of the CSSF.

Art. 28. Preferential Treatment of Shareholders. Any prospective or existing Shareholder ("Investor") may be granted a preferential treatment, or a right to obtain a preferential treatment (a "Preferential Treatment") subject to, and in compliance with, the conditions set forth in applicable laws and regulations.

A Preferential Treatment may take any form that is not inconsistent (or incompatible) with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or its alternative investment fund manager.

Whenever an Investor obtains a Preferential Treatment, a description of that Preferential Treatment, the type of Investor who obtains such preferential treatment and, where relevant, its legal or economic links with the Company or its alternative investment fund manager, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to Investors in, via and/or at any of the Information Means; it being understood that availability or disclosure of any information regarding Preferential Treatments may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

Art. 29. Investors' Information. Any information or document that the Company or the alternative investment fund manager must or wishes to disclose or be made available to some or all of the prospective or existing investors shall be validly disclosed or made available to any of the concerned investors in, via and/or at any of the following information means (each an "Information Means"): (i) the Prospectus, offering or marketing documentation, (ii) subscription, redemption, conversion or transfer form, (iii) contract note, statement or confirmation in any other form, (iv) letter, telecopy, e-mail or any type of notice or message (including verbal notice or message), (v) publication in the (electronic or printed) press, (vi) the Company's periodic report, (vii) the Company's, the alternative investment fund manager's or any third party's registered office, (viii) a third-party, (ix) internet/a website (as the case may be subject to password or other limitations) and (x) any other means or medium to be freely determined from time to time by the Company or the alternative investment fund manager to the extent that such means or medium comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations.

The Company or the alternative investment fund manager may freely determine from time to time the specific Information Means used to disclose or make available a specific information or document, provided, however, that at least one current Information Means used to disclose or make available any specific information or document to be disclosed or made available shall at least be indicated in either the Prospectus or at the Company's or the alternative investment fund manager's registered office.

Certain Information Means (each hereinafter an "Electronic Information Means") used to disclose or make available certain information or document requires an access to internet and/or to an electronic messaging system. By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an investor acknowledges the possible use of Electronic Information Means and confirms having access to internet and to an electronic messaging system allowing this investor to access the information or document disclosed or made available via an Electronic Information Means.

By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an investor (i) acknowledges and consents that the information to be disclosed in accordance with Article 13(1) and (2) of the 2013 Law may be provided by means of a web-site without being addressed personally thereto and (ii) that the address of the relevant website and the place of the website where the information may be accessed is indicated in either the Prospectus or at the Company's or alternative investment fund manager's registered office.

Transitory provisions

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall end on 31st December 2014. The first annual general meeting of Shareholders shall be held on 18 June 2015.

Subscription and payment

The subscribers have subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts specified below:

Subscriber	General Partner Shares	Ordinary Shares	Total Subscribed Share Capital
1) GPF Partners, société à responsabilité limitée	1	Ø	EUR 1
2) Gonzalo Rodríguez-Fraile	0	49,999	EUR 49,999
Total	1	49,999	EUR 50,000

Proof of the payment in cash of the amounts specified above has been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 2.600,-.

Statements

The undersigned notary states that the conditions provided for in articles 26, 26-3 and 26-5 of the 1915 Law have been observed.

General meeting of shareholders

The persons listed above representing the entire subscribed capital and considering themselves as fully convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted; they have passed the following resolutions by unanimous vote.

First resolution

The following approved statutory auditor is appointed until the general meeting of Shareholders which will be convened to approve the accounts of the financial year ending 31 December 2014.

PriceWaterhouseCoopers Luxembourg, Société coopérative having its registered office at 400 route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Second resolution

The registered office of the Company is designated as 1, avenue du Bois, L-1251 Luxembourg.

This notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date specified above.

The document was read to the appearing persons known to the notary by their name, surname, civil status and residence and such appearing persons and we, the notary, signed this original deed.

Signé: RODRIGUEZ-FRAILE HEUTE, PICONE, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 05/11/2014. Relation: EAC/2014/14876. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 06 novembre 2014.

Référence de publication: 2014172896/627.

(140197712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

MC Seahome S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2713 Luxembourg, 1, place du Théâtre.
R.C.S. Luxembourg B 178.118.

IN THE YEAR TWO THOUSAND FOURTEEN, ON THE TWENTY-THIRD DAY OF OCTOBER.

Before Maître Cosita DELVAUX, civil law notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Is held

the Extraordinary General Shareholders' Meeting of the company MC SEAHOME A.G., a société anonyme having its registered office at 1, Place du Théâtre, L-2713 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies register at section B under number 178118, incorporated on 11 June 2013 pursuant to a deed received by Me Paul BETTINGEN, civil law notary residing in Niederanven, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" number 1891 of 6 August 2013.

The by-laws of the Company have been amended on 13 December 2013 pursuant to a deed received by Me Jacques CASTEL, civil law notary residing in Grevenmacher, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" number 330 of 5 February 2014.

The meeting is opened and presided over by Mr Pierre LENTZ, "licencié en sciences économiques", with professional address at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

The Chairman appoints as secretary Mrs Suet Sum WONG, lawyer, with professional address at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

The Meeting elects as scrutineer Mrs Carine GRUNDHEBER, "licenciée en lettres modernes", with professional address at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Then, the Chairman declares and requests the notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following:

1. Increase of capital by an amount of EUR 1,799,000 in order to raise it from EUR 31,000 to EUR 1,830,000 by creation and issue of 17,990 new shares of EUR 100 each, benefiting of the same rights and advantages as the presently issued shares.

2. Amendment of 1st sentence of article 5 of the by-laws in order to be worded as follows:

English version: "The subscribed share capital is set at EUR 1,830,000 (one million eight hundred thirty thousand Euro) divided into 18,300 (eighteen thousand three hundred) shares with a nominal value of EUR 100 (one hundred Euro) each."

German version: „Das gezeichnete Aktienkapital beträgt EUR 1.830.000 (eine Million achthundertdreißigtausend Euro) eingeteilt in 18.300 (achtzehntausenddreihundert) Aktien mit einem Nominalwert von je EUR 100 (einhundert Euro).“

II. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list, which, signed "ne varietur" by the shareholders present and by the proxies of the represented shareholders, the members of the bureau of the meeting and by the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time by the registration authority.

The proxies given by the represented shareholders after having been signed "ne varietur" by the members of the bureau of the meeting and by the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

III. As appears from said attendance list, all the 310 (three hundred and ten) shares representing the whole share capital of the Company are duly represented so that the present Extraordinary General Meeting is regularly constituted and, consequently, can deliberate on all the items of the agenda and take resolutions without convening notice.

After the foregoing has been approved by the Meeting, the same deliberates and unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The Meeting decides to increase the Company's share capital by an amount of EUR 1,799,000 (one million seven hundred ninety-nine thousand Euro) in order to raise it from EUR 31,000 (thirty-one thousand Euro) to EUR 1,830,000 (one million eight hundred thirty thousand Euro) by creation and issue of 17,990 (seventeen thousand nine hundred ninety) new shares of EUR 100 (one hundred Euro) each, benefiting of the same rights and advantages as the presently issued shares.

Subscription - Payment

The Meeting records the subscription of the 17,990 (seventeen thousand nine hundred ninety) newly issued shares by the sole shareholder.

All the shares have been fully paid up in cash, so that the Company has now at its disposal the sum of EUR 1,799,000 (one million seven hundred ninety-nine thousand Euro) as was certified to the notary executing this deed.

Second resolution

In order to update the by-laws of the Company as a consequence of the foregoing resolution, the Meeting decides to amend the 1st paragraph of article 5 in order to be worded as follows:

“The subscribed share capital is set at EUR 1,830,000 (one million eight hundred thirty thousand Euro) divided into 18,300 (eighteen thousand three hundred) shares with a nominal value of EUR 100 (one hundred Euro) each.”

Nothing else being on the agenda, the Chairman declares the meeting is closed.

Costs

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 3,000.-.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a German version. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their surname, Christian name, civil status and residence, they signed together with Us, the notary, the present original deed.

Follows the German version of the preceding text:

IM JAHRE ZWEITAUSENDVIERZEHN, AM DREIUNDZWANZIGSTEN OKTOBER.

Vor Notar Cosita DELVAUX, mit Amtssitz zu Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Treten zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammen die Aktionäre der Aktiengesellschaft MC SEAHOME A.G., mit Sitz in L-2713 Luxemburg, 1, Place du Théâtre, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter Sektion B und Nummer 178118, die am 11. Juni 2013 gegründet wurde gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Paul BETTINGEN, mit Amtswohnsitz in Niederanven, veröffentlicht im „Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations“ Nummer 1891 vom 6. August 2013.

Die Satzung der Gesellschaft wurde abgeändert am 13. Dezember 2013 gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Jacques CASTEL, Notar mit Amtswohnsitz in Grevenmacher, veröffentlicht im „Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations“ Nummer 330 vom 5. Februar 2014.

Die Versammlung ist eröffnet unter dem Vorsitz von Herrn Pierre LENTZ, „licencié en sciences économiques“, mit beruflicher Anschrift in L-1653 Luxemburg, 2, avenue Charles de Gaulle.

Der Vorsitzende bestellt zur Schriftführerin Frau Suet Sum WONG, Juristin, mit beruflicher Anschrift in L-1653 Luxemburg, 2, avenue Charles de Gaulle.

Die Versammlung bestellt als Stimmzählerin Frau Carine GRUNDHEBER, „licenciée en lettres modernes“, mit beruflicher Anschrift in L-1653 Luxemburg, 2, avenue Charles de Gaulle.

Sodann stellt der Vorsitzende fest und ersucht den amtierenden Notar zu beurkunden:

I. Dass die Tagesordnung folgende Punkte umfasst:

1. Erhöhung des Gesellschaftskapitals um EUR 1.799.000 um es von EUR 31.000 auf EUR 1.830.000 zu erhöhen durch die Schaffung und Ausgabe von 17.990 neuen Aktien mit einem Nominalwert von je EUR 100, die die gleichen Rechte und Nutzen wie die bestehenden Aktien haben.

2. Abänderung von Article 5, Absatz 1 der Satzungen, um ihm fortan folgenden Wortlaut zu geben:

Englische Fassung: “The subscribed share capital is set at EUR 1,830,000 (one million eight hundred thirty thousand Euro) divided into 18,300 (eighteen thousand three hundred) shares with a nominal value of EUR 100 (one hundred Euro) each.”

Deutsche Fassung: „Das gezeichnete Aktienkapital beträgt EUR 1.830.000 (eine Million achthundertdreißigtausend Euro) eingeteilt in 18.300 (achtzehntausenddreihundert) Aktien mit einem Nominalwert von je EUR 100 (einhundert Euro).“

II. Die anwesenden oder vertretenen Aktionären, die Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre und die Anzahl ihrer Aktien sind auf eine Anwesenheitsliste berichtet, welche von den anwesenden Aktionären, den Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre, den Komparanten und dem amtierenden Notar "ne varietur" unterzeichnet und gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt bleiben wird, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die Vollmachten der vertretenen Aktionären werden von den Komparanten und dem amtierenden Notar "ne varietur" unterzeichnet und gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt bleiben, um mit derselben einregistriert zu werden.

III. Dass, gemäß vorerwähnter Anwesenheitsliste, alle 310 (dreihundertzehn) Aktien, die das gesamte Gesellschaftskapital darstellen, rechtsgültig hier vertreten sind, so dass die gegenwärtige außerordentliche Generalversammlung so rechtsgültig tagt und dass demzufolge über die vorliegende Tagesordnung beraten und beschließen kann, ohne förmliche Einberufung.

Sodann erklärt die Generalversammlung sich mit der Ausführung des Vorsitzenden einverstanden und fasst nach Beratung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt die Erhöhung des Gesellschaftskapitals um EUR 1.799.000 (eine Million siebenhundertneunundneunzigtausend Euro), um es von seinem jetzigen Betrag von EUR 31.000 (einunddreißigtausend Euro) auf EUR 1.830.000 (eine Million achthundertdreißigtausend Euro) zu erhöhen, durch die Schaffung und die Ausgabe von 17.990 (siebzehntausendneunhundertneunzigtausend) neuen Aktien mit einem Nominalwert von je EUR 100 (einhundert Euro), die die gleichen Rechte und Nutzen wie die bestehenden Aktien haben.

Zeichnung und Einzahlung

Die Generalversammlung beschließt die Zeichnung von 17.990 (siebzehntausendneunhundertneunzigtausend) neuen Aktien durch den alleinigen Aktionär.

Alle Aktien wurden in bar voll eingezahlt, so dass der Betrag von EUR 1.799.000 (eine Million siebenhundertneunundneunzigtausend Euro) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was hiermit ausdrücklich von dem amtierenden Notar festgestellt wurde.

Zweiter Beschluss

Zwecks Anpassung der Satzungen an die hier vorgenommenen Beschlüsse, beschließt die Generalversammlung den ersten Absatz des Artikels 5 abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

„Das gezeichnete Aktienkapital beträgt EUR 1.830.000 (eine Million achthundertdreißigtausend Euro) eingeteilt in 18.300 (achtzehntausenddreihundert) Aktien mit einem Nominalwert von je EUR 100 (einhundert Euro).“

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt der Vorsitzende die Generalversammlung für geschlossen.

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf ungefähr EUR 3.000,- geschätzt.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, welcher Englisch versteht und spricht, stellt hiermit fest, dass auf Antrag der Kompartenten die vorliegende Urkunde in Englisch, gefolgt von einer deutschen Fassung, abgefasst ist. Auf Antrag derselben Kompartenten und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung rechtsgültig.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Kompartenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Kompartenten mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: P. LENTZ, S.S. WONG, C. GRUNDHEBER, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 29 octobre 2014. Relation. LAC/2014/50402. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 05. November 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014172171/149.

(140196331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

RP Complex Holding III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2417 Luxembourg, 10, rue de Reims.

R.C.S. Luxembourg B 140.565.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Un gérant

Référence de publication: 2014174056/11.

(140198934) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2014.

Smartfood Sàrl, Société à responsabilité limitée.
Siège social: L-2132 Luxembourg, 12, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 155.985.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 novembre 2014.

Pour copie conforme
Pour la société
Maître Carlo WERSANDT
Notaire

Référence de publication: 2014174102/14.

(140199412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2014.

Martine & Bertram Pohl Foundation, Fondation.

Siège social: L-1638 Senningerberg, 78, rue du Golf.
R.C.S. Luxembourg G 186.

Comptes annuels pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2013 et rapport du réviseur d'entreprises agréé
Table des matières

	Page (s)
Rapport du Réviseur d'Entreprises agréé	1-2
Comptes annuels	
Bilan	3
Compte de profits et pertes	4-5
Annexe	6-12

Rapport du réviseur d'entreprises agréé
Rapport sur les comptes annuels

Conformément au mandat donné par le Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de MARTINE & BERTRAM POHL FOUNDATION (ci-après «la Fondation»), comprenant le bilan au 31 décembre 2013 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du conseil d'administration dans l'établissement et la présentation des comptes annuels

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg. Cette responsabilité comprend: la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (ci-après «CSSF»). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation du risque que les comptes annuels contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels. Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de MARTINE & BERTRAM POHL FOUNDATION, au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Luxembourg, le 30 septembre 2014.
 STATERA AUDIT S.à.r.l.
 Cabinet de révision agréé
 Représenté par Claudine Wilhelm
 Partner

Compte de profits et pertes pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2013 (Exprimé en Euro)

ACTIF	Note(s)	2013 EUR	2014 EUR
C. Actif immobilisé			
II. Immobilisations corporelles	3		
3. Autres installations, outillage et mobilier		9 268,26	30 413,97
D. Actif circulant			
II. Créances			
1. Créances résultant de ventes et prestations de services			
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		58 500,00	-
4. Autres créances			
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		63 609,92	78 533,60
III. Valeurs mobilières	4		
3. Autres valeurs mobilières		3 090 944,32	3 737 195,48
IV. Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse		218 616,57	141 507,19
		<u>3 431 670,81</u>	<u>3 957 236,27</u>
E. Comptes de régularisation		29 299,45	29 771,57
Total		<u>3 470 238,52</u>	<u>4 017 421,81</u>
PASSIF			
A. Fonds propres	5		
I. Fonds associatifs		6 000 000,00	6 000 000,00
V. Résultats reportés		(2 041 055,52)	(2 085 417,74)
VI. Résultat de l'exercice		(562 241,12)	44 362,22
		<u>3 396 703,36</u>	<u>3 958 944,48</u>
D. Dettes non subordonnées			
4. Dettes sur achats et prestations de services			
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		70 722,80	22 670,66
8. Dettes fiscales et dettes au titre de la sécurité sociale			
a) Dettes fiscales		-	15 657,00
b) Dettes au titre de la sécurité sociale		2 812,36	2 649,67
9. Autres dettes			
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		-	17 500,00
		<u>73 535,16</u>	<u>58 477,33</u>
Total		<u>3 470 238,52</u>	<u>4 017 421,81</u>
CHARGES	Note(s)	2013 EUR	2014 EUR
2. Autres charges externes		403 057,25	353 278,42
3. Frais de personnel	6		
a) Salaires et traitements		240 101,00	201 727,09
b) Charges sociales couvrant les salaires et traitements		14 348,04	13 627,70
		<u>254 449,04</u>	<u>215 354,79</u>
4. Corrections de valeur	3		
a) sur frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles		3 089,87	1 908,67

5. Autres charges d'exploitation	-	21 342,50
7. Corrections de valeur et ajustements de juste valeur sur éléments financiers de l'actif circulant	4	
Moins-values de cessions des valeurs mobilières		52 643,52 24 179,61
8. Intérêts et autres charges financières		
b) autres intérêts et charges		38 982,64 27 237,94
9. Charges exceptionnelles		18 055,84 26 062,03
11. Autres impôts		1 325,58 346,96
12. Profit de l'exercice		- 44 362,22
Total		<u>771 603,74</u> <u>714 073,14</u>
PRODUITS	Note(s)	2013 EUR 2012 EUR
4. Reprises de corrections de valeur	5	
b) sur éléments de l'actif circulant		24 179,61 22 538,90
5. Autres produits d'exploitation		57 760,83 534 873,26
7. Produits des éléments financiers de l'actif circulant		
b) autres produits		26 763,30 19 224,26
8. Autres intérêts et autres produits financiers		
b) autres intérêts et produits financiers		81 248,23 90 167,15
9. Produits exceptionnels		19 410,65 47 269,57
10. Perte de l'exercice		562 241,12 -
Total		<u>771 603,74</u> <u>714 073,14</u>

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe 31 décembre 2013

Note 1. Généralités. Martine & Bertram Pohl Foundation (la «Fondation»), anciennement Bertram Pohl Foundation, a été constituée le 31 juillet 2007 sous la forme d'une fondation pour une durée illimitée.

Son siège social est établi au 78, rue du Golf, L-1638 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg.

La Fondation a pour objet de soutenir les enfants et adolescents en difficulté suite à des événements traumatiques, provenant d'abus sexuels, pédophilie, maltraitances, négligences graves, maladies, guerres, situations défavorisées et victimes de toutes autres formes de violences et brutalités physiques.

La Fondation a pour objet de protéger et de défendre les animaux contre la maltraitance, les abandons, les expérimentations animales, les trafics d'animaux et toutes autres formes de souffrance animale.

La Fondation a également pour objet de promouvoir de jeunes talents dans le domaine de la musique populaire.

De préférence, la Fondation s'associe à des établissements, associations, oeuvres et personnes poursuivant un but analogue. La Fondation peut reprendre des activités existantes poursuivant un but similaire. La Fondation peut s'associer sur le plan national et international à d'autres organismes poursuivant un but similaire.

La Fondation peut effectuer toutes les opérations permettant de faciliter ou de réaliser l'accomplissement de ses objets.

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Note 2. Principes, règles et méthodes comptables.

2.1. Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur au Luxembourg. Les politiques comptables et les principes d'évaluation sont déterminés et mis en place par le Conseil d'Administration.

2.2. Conversion des devises

La Fondation tient ses comptes, ainsi que sa comptabilité en Euros (EUR). Le bilan et le compte de profits et pertes sont exprimés dans cette devise.

A la date de clôture du bilan:

- les frais d'établissement, les immobilisations incorporelles, corporelles et financières exprimés dans une autre devise que la devise du bilan restent convertis au cours de change historique;

- les postes de l'actif exprimés dans une autre devise que la devise du bilan sont valorisés individuellement au plus bas de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan;

- les postes de passif exprimés dans une autre devise que la devise du bilan sont valorisés individuellement au plus haut de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les produits et les charges en devises autres que la devise du bilan sont convertis dans la devise du bilan au cours de change en vigueur à la date des opérations.

Ainsi, seuls sont comptabilisés dans le compte de profits et pertes les bénéfices et pertes de change réalisés et les pertes de change non réalisées.

2.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont portées à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition, y inclus les frais accessoires et sont évaluées à leur prix d'acquisition déduction faite des corrections de valeur. Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

2.4. Créances

Les créances de l'actif circulant sont évaluées à leur valeur nominale. Des corrections de valeur sont constituées pour tenir compte des risques de non-recouvrement et lorsque la valeur estimée de réalisation à la date de clôture est inférieure à la valeur nominale. Ces corrections de valeur ne sont pas maintenues si les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister. Les montants des créances figurant à l'actif du bilan sont des montants nets des corrections de valeur.

2.5. Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont évaluées au plus bas de leur coût d'acquisition, incluant les frais accessoires, déterminé selon la méthode des coûts moyens pondérés, et de leur valeur de marché. Une correction de valeur est enregistrée lorsque le prix de marché est inférieur au coût d'acquisition. Ces corrections de valeur ne sont pas maintenues lorsque les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister.

2.6. Disponible

Les avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse sont enregistrés à leur valeur nominale.

2.7. Comptes de régularisation actifs

Les comptes de régularisation actifs incluent des charges comptabilisées pendant l'exercice mais concernant des exercices ultérieurs.

2.8. Dettes

Les dettes sont inscrites au bilan à leur valeur de remboursement.

Note 3. Immobilisations corporelles. Les mouvements de l'exercice se présentent comme suit:

	Autres installations, outillage et mobilier	
	2013 EUR	2012 EUR
Prix d'acquisition, au début de l'exercice	60 173,71	115 344,81
Acquisitions	-	8 960,86
Diminutions	(37 744,83)	(64 131,96)
Prix d'acquisition, à la fin de l'exercice	22 428,88	60 173,71
Corrections de valeur, au début de l'exercice	(29 759,74)	(65 921,00)
Dotations	(3 089,87)	(1 908,67)
Reprises	19 688,99	38 069,93
Corrections de valeur, à la fin de l'exercice	(13 160,62)	(29 759,74)
Valeur comptable, à la fin de l'exercice	9 268,26	30 413,97

Les immobilisations corporelles sont amorties sur une durée de 3 ans.

Note 4. Valeurs mobilières. Les mouvements de l'exercice se présentent comme suit:

	Autres valeurs mobilières	
	2013 EUR	2012 EUR
Valeur d'acquisition, au début de l'exercice	3 710 761,40	3 101 323,92
Acquisitions	979 201,21	1 812 115,23
Cessions	(1 580 139,74)	(1 202 677,75)
Valeur d'acquisition, à la fin de l'exercice	3 109 822,87	3 710 761,40
Corrections de valeur, au début de l'exercice	(24 179,61)	(22 538,90)
Dotations	(52 643,52)	(24 179,61)
Reprises	24 179,61	22 538,90
Corrections de valeur, à la fin de l'exercice	(52 643,52)	(24 179,61)
Intérêts courus, à la fin de l'exercice	33 764,97	50 613,69
Valeur nette comptable, à la fin de l'exercice	3 090 944,32	3 737 195,48

Valeur de marché à la fin de l'exercice 3 226 014,45 3 871 098,04

Note 5. Fonds propres. Les fonds propres ont évolué de la manière suivante durant l'exercice:

	Fonds associatifs EUR	Résultats reportés EUR	Résultat de l'exercice EUR
Situation au 1 ^{er} janvier 2013	6 000 000,00	(2 085 417,74)	44 362,22
Affectation du résultat 2012		44 362,22	(44 362,22)
Résultat de l'exercice 2013			(562 241,12)
Situation au 31 décembre 2013	6 000 000,00	(2 041 055,52)	(562 241,12)

Fonds associatifs

Lors de la constitution, il a été apporté à la Fondation une somme initiale de EUR 6.000.000,00 par le fondateur.

Note 6. Frais de personnel. Au 31 décembre 2013, la Fondation compte 1 salarié (2012: 1). Une partie des frais de personnel est refacturée à une autre Société.

Note 7. Garanties et engagements hors bilan. A la date du 20 janvier 2009, la Fondation a signé un contrat pour la période du 1^{er} mai 2009 au 30 avril 2012 avec «SOS Kinderdorf Saar» et s'engage à les soutenir avec EUR 40.000,00 par an. Ce contrat se prolonge tacitement d'année en année.

En 2011, deux contrats ont été signés avec la Peter Maffay Stiftung. Suivant le premier contrat allant du 1^{er} juin 2011 au 1^{er} mars 2013 avec le «Kinderferienheim» à Radeln, la Fondation s'engage à verser EUR 40 000,00 par an. Suivant le deuxième contrat allant du 1^{er} juin 2011 au 1^{er} juin 2013, la Fondation soutient un projet de parrainage nommé «Aer-tzehaus» pour un montant annuel de EUR 15 000,00. Ces deux contrats se prolongent tacitement d'année en année.

Suivant le contrat du 15 février 2010 au 15 février 2013, la Fondation verse EUR 10 000,00 par an à La Main Tendue Asbl.

Un contrat a été signé avec le Centre de Musiques Amplifiés (Rockhal) allant du 30 juin 2010 au 30 juin 2014. Suivant ce contrat de sponsoring, la Fondation a versé EUR 25 000,00 en 2011, EUR 15 000,00 en 2012, EUR 10 000,00 en 2013, et s'engage à verser EUR 10 000,00 en 2014.

A la date du 24 janvier 2013, la Fondation a signé un contrat pour la période du 15 février 2013 au 15 février 2016 avec «NEIA e.V.» et s'engage à soutenir la construction «Kaitisya Nursery & Primary School» à Uganda avec EUR 3 000,00 par an.

La Fondation a signé un contrat avec «Dr. Michael und Angela Jacobi Stiftung» en date du 21 août 2013 et s'engage à soutenir le «Vocational Training Centre» à Myitkyina, Myanmar avec EUR 36.000,00 par an pour la période du 15 septembre 2013 au 15 septembre 2016.

Note 8. Rémunérations, avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de surveillance. Au cours de l'année 2013, la Fondation n'a ni alloué de rémunérations ni accordé des avances ou des crédits aux membres des organes d'administration ou de surveillance au titre de l'exercice de cette fonction.

M&BPF 2014		Gesamtbudget	Jan	Feb
Total Aufwendungen	EUR	501.180,00	32.228,00	42.228,00
Personalkosten	EUR	271.700,00	20.725,00	20.725,00
Gehalt (inkl. Part patronale) ** Siehe Erklärung unten **	EUR	254.500,00	19.500,00	19.500,00
Leasingskosten	EUR	12.000,00	1.000,00	1.000,00
Sonstige Fahrzeugkosten (Inspektion, Benzin)	EUR	2.500,00		
Fort- und Weiterbildung	EUR	300,00	25,00	25,00
Geschäftsreisen & Spesen	EUR	2.400,00	200,00	200,00
Externe Beratung	EUR	12.652,00	0,00	0,00
Statera: Audit Geschäftszahlen	EUR	3.500,00		
GT Fid: Gehälteraufstellung	EUR	552,00		
GT Fid: Buchführung & Jahresabschluss	EUR	4.600,00		
Rechtsberatung	EUR	4.000,00		
Sachkosten	EUR	20.040,00	1.645,00	1.645,00
Bürobedarf (Material, Ausstattung)	EUR	300,00	25,00	25,00
EDV (PC, Kopierer, Laptop)	EUR	300,00	25,00	25,00
Fachzeitschriften, Bücher, Abonnement	EUR	120,00	10,00	10,00
Kommunikation (Telefon, Fax, Internet)	EUR	2.400,00	200,00	200,00
Miete	EUR	14.400,00	1.200,00	1.200,00
Internet (Neuer Auftritt & Pflege)	EUR	600,00	50,00	50,00

Porto, Kurierdienste	EUR	300,00	25,00	25,00	
PR, Werbung, Anzeigen, Prospekte	EUR	120,00	10,00	10,00	
Betriebliche Versicherungen	EUR	1.500,00	100,00	100,00	
Peter Maffay Stftung	EUR	55.000,00	0,00	0,00	
Finanzierung Ärztehaus - laufende Kosten	EUR	15.000,00			
Finanzierung Kinderferienheim - laufende Kosten	EUR	40.000,00			
Jacobi Stiftung	EUR	36.000,00	3.000,00	3.000,00	
Ko-Finanzierung	EUR	36.000,00	3.000,00	3.000,00	
SOS Kinderdorf Mertzig	EUR	40.200,00	3.350,00	3.350,00	
Ko-Finanzierung	EUR	40.200,00	3.350,00	3.350,00	
La Main Tendue ASBL	EUR	10.000,00	0,00	10.000,00	
Ko-Finanzierung	EUR	10.000,00		10.000,00	
Kaitisya Nursery & Primary School	EUR	3.000,00	250,00	250,00	
Ko-Finanzierung		3.000,00	250,00	250,00	
Rockhal	EUR	10.000,00	0,00	0,00	
Vertrag 2014	EUR	10.000,00			
MBPF Musikförderung	EUR	2.000,00	0,00	0,00	
Rechtsberatung	EUR	2.000,00			
Natur&emwält	EUR	40.588,00	3.258,00	3.258,00	
Gehalt (KoopVertrag)	EUR	31.588,00	2.508,00	2.508,00	
Sonstiges (Auto, Benzin, Versicherung, Futter)	EUR	9.000,00	750,00	750,00	
Total Ertrag	EUR	90.076,00	7.173,00	7.173,00	
Einnahmen	EUR	90.076,00	7.173,00	7.173,00	
Lizenzrechte (VK Jacob Brass)	EUR	1.200,00	100,00	100,00	
Lizenzrechte (VK Chris Buseck)	EUR	1.200,00	100,00	100,00	
Gehaltsumlage Family Office	EUR	78.000,00	6.500,00	6.500,00	
Verkauf Studioequipment PB	EUR	5.676,00	473,00	473,00	
Verkauf Studioequipment PK	EUR	2.000,00			
Verkauf Musikinstrumente PK	EUR	2.000,00			
M&BPF 2014		Mrz	Apr	Mai	Jun
Total Aufwendungen	EUR	35.766,00	32.228,00	32.228,00	60.666,00
Personalkosten	EUR	21.475,00	20.725,00	20.725,00	21.225,00
Gehalt (inkl. Part patronale)					
** Siehe Erklärung unten **	EUR	19.500,00	19.500,00	19.500,00	19.500,00
Leasingskosten	EUR	1.000,00	1.000,00	1.000,00	1.000,00
Sonstige Fahrzeugkosten (Inspektion, Benzin)	EUR	750,00			500,00
Fort- und Weiterbildung	EUR	25,00	25,00	25,00	25,00
Geschäftsreisen & Spesen	EUR	200,00	200,00	200,00	200,00
Externe Beratung	EUR	2.288,00	0,00	0,00	2.288,00
Statera: Audit Geschäftszahlen	EUR				
GT Fid: Gehälteraufstellung	EUR	138,00			138,00
GT Fid: Buchführung & Jahresabschluss	EUR	1.150,00			1.150,00
Rechtsberatung	EUR	1.000,00			1.000,00
Sachkosten	EUR	1.645,00	1.645,00	1.645,00	1.795,00
Bürobedarf (Material, Ausstattung)	EUR	25,00	25,00	25,00	25,00
EDV (PC, Kopierer, Laptop)	EUR	25,00	25,00	25,00	25,00
Fachzeitschriften, Bücher, Abonnement	EUR	10,00	10,00	10,00	10,00
Kommunikation (Telefon, Fax, Internet)	EUR	200,00	200,00	200,00	200,00
Miete	EUR	1.200,00	1.200,00	1.200,00	1.200,00
Internet (Neuer Auftritt & Pflege)	EUR	50,00	50,00	50,00	50,00
Porto, Kurierdienste	EUR	25,00	25,00	25,00	25,00
PR, Werbung, Anzeigen, Prospekte	EUR	10,00	10,00	10,00	10,00
Betriebliche Versicherungen	EUR	100,00	100,00	100,00	250,00
Peter Maffay Stftung	EUR	0,00	0,00	0,00	15.000,00

Finanzierung Ärztehaus - laufende Kosten	EUR				15.000,00
Finanzierung Kinderferienheim - laufende Kosten	EUR				
Jacobi Stiftung	EUR	3.000,00	3.000,00	3.000,00	3.000,00
Ko-Finanzierung	EUR	3.000,00	3.000,00	3.000,00	3.000,00
SOS Kinderdorf Mertzig	EUR	3.350,00	3.350,00	3.350,00	3.350,00
Ko-Finanzierung	EUR	3.350,00	3.350,00	3.350,00	3.350,00
La Main Tendue ASBL	EUR	0,00	0,00	0,00	0,00
Ko-Finanzierung	EUR				
Kaitisya Nursery & Primary School	EUR	250,00	250,00	250,00	250,00
Ko-Finanzierung		250,00	250,00	250,00	250,00
Rockhal	EUR	0,00	0,00	0,00	10.000,00
Vertrag 2014	EUR				10.000,00
MBPF Musikförderung	EUR	500,00	0,00	0,00	500,00
Rechtsberatung	EUR	500,00			500,00
Natur&emwält	EUR	3.258,00	3.258,00	3.258,00	3.258,00
Gehalt (KoopVertrag)	EUR	2.508,00	2.508,00	2.508,00	2.508,00
Sonstiges (Auto, Benzin, Versicherung, Futter)	EUR	750,00	750,00	750,00	750,00
Total Ertrag	EUR	7.173,00	7.173,00	7.173,00	11.173,00
Einnahmen	EUR	7.173,00	7.173,00	7.173,00	11.173,00
Lizenzrechte (VK Jacob Brass)	EUR	100,00	100,00	100,00	100,00
Lizenzrechte (VK Chris Buseck)	EUR	100,00	100,00	100,00	100,00
Gehaltsumlage Family Office	EUR	6.500,00	6.500,00	6.500,00	6.500,00
Verkauf Studioequipment PB	EUR	473,00	473,00	473,00	473,00
Verkauf Studioequipment PK	EUR				2.000,00
Verkauf Musikinstrumente PK	EUR				2.000,00
M&BPF 2014		Jul	Aug	sep	Okt
Total Aufwendungen	EUR	32.228,00	32.228,00	75.766,00	32.728,00
Personalkosten	EUR	20.725,00	20.725,00	21.475,00	21.225,00
Gehalt (inkl. Part patronale)					
** Siehe Erklärung unten **	EUR	19.500,00	19.500,00	19.500,00	20.000,00
Leasingskosten	EUR	1.000,00	1.000,00	1.000,00	1.000,00
Sonstige Fahrzeugkosten (Inspektion, Benzin)	EUR			750,00	
Fort- und Weiterbildung	EUR	25,00	25,00	25,00	25,00
Geschäftsreisen & Spesen	EUR	200,00	200,00	200,00	200,00
Externe Beratung	EUR	0,00	0,00	2.288,00	0,00
Statera: Audit Geschäftszahlen	EUR				
GT Fid: Gehälteraufstellung	EUR			138,00	
GT Fid: Buchführung & Jahresabschluss	EUR			1.150,00	
Rechtsberatung	EUR			1.000,00	
Sachkosten	EUR	1.645,00	1.645,00	1.645,00	1.645,00
Bürobedarf (Material, Ausstattung)	EUR	25,00	25,00	25,00	25,00
EDV (PC, Kopierer, Laptop)	EUR	25,00	25,00	25,00	25,00
Fachzeitschriften, Bücher, Abonnement	EUR	10,00	10,00	10,00	10,00
Kommunikation (Telefon, Fax, Internet)	EUR	200,00	200,00	200,00	200,00
Miete	EUR	1.200,00	1.200,00	1.200,00	1.200,00
Internet (Neuer Auftritt & Pflege)	EUR	50,00	50,00	50,00	50,00
Porto, Kurierdienste	EUR	25,00	25,00	25,00	25,00
PR, Werbung, Anzeigen, Prospekte	EUR	10,00	10,00	10,00	10,00
Betriebliche Versicherungen	EUR	100,00	100,00	100,00	100,00
Peter Maffay Stftung	EUR	0,00	0,00	40.000,00	0,00
Finanzierung Ärztehaus - laufende Kosten	EUR				
Finanzierung Kinderferienheim - laufende Kosten	EUR			40.000,00	
Jacobi Stiftung	EUR	3.000,00	3.000,00	3.000,00	3.000,00
Ko-Finanzierung	EUR	3.000,00	3.000,00	3.000,00	3.000,00

SOS Kinderdorf Mertzig	EUR	3.350,00	3.350,00	3.350,00	3.350,00
Ko-Finanzierung	EUR	3.350,00	3.350,00	3.350,00	3.350,00
La Main Tendue ASBL	EUR	0,00	0,00	0,00	0,00
Ko-Finanzierung	EUR				
Kaitisya Nursery & Primary School	EUR	250,00	250,00	250,00	250,00
Ko-Finanzierung		250,00	250,00	250,00	250,00
Rockhal	EUR	0,00	0,00	0,00	0,00
Vertrag 2014	EUR				
MBPF Musikförderung	EUR	0,00	0,00	500,00	0,00
Rechtsberatung	EUR			500,00	
Natur&emwält	EUR	3.258,00	3.258,00	3.258,00	3.258,00
Gehalt (KoopVertrag)	EUR	2.508,00	2.508,00	2.508,00	2.508,00
Sonstiges (Auto, Benzin, Versicherung, Futter)	EUR	750,00	750,00	750,00	750,00
Total Ertrag	EUR	7.173,00	7.173,00	7.173,00	7.173,00
Einnahmen	EUR	7.173,00	7.173,00	7.173,00	7.173,00
Lizenzrechte (VK Jacob Brass)	EUR	100,00	100,00	100,00	100,00
Lizenzrechte (VK Chris Buseck)	EUR	100,00	100,00	100,00	100,00
Gehaltsumlage Family Office	EUR	6.500,00	6.500,00	6.500,00	6.500,00
Verkauf Studioequipment PB	EUR	473,00	473,00	473,00	473,00
Verkauf Studioequipment PK	EUR				
Verkauf Musikinstrumente PK	EUR				
M&BPF 2014			Nov	Dez	% Kontrolle
Total Aufwendungen	EUR	32.728,00	60.158,00	100,00	501.180,00
Personalkosten	EUR	21.225,00	40.725,00	54,21	271.700,00
Gehalt (inkl. Part patronale)					
** Siehe Erklärung unten **	EUR	20.000,00	39.000,00		
Leasingskosten	EUR	1.000,00	1.000,00		
Sonstige Fahrzeugkosten (Inspektion, Benzin)	EUR		500,00		
Fort- und Weiterbildung	EUR	25,00	25,00		
Geschäftsreisen & Spesen	EUR	200,00	200,00		
Externe Beratung	EUR	0,00	5.788,00	2,52	12.652,00
Statera: Audit Geschäftszahlen	EUR		3.500,00		
GT Fid: Gehälteraufstellung	EUR		138,00		
GT Fid: Buchführung & Jahresabschluss	EUR		1.150,00		
Rechtsberatung	EUR		1.000,00		
Sachkosten	EUR	1.645,00	1.795,00	4,00	20.040,00
Bürobedarf (Material, Ausstattung)	EUR	25,00	25,00		
EDV (PC, Kopierer, Laptop)	EUR	25,00	25,00		
Fachzeitschriften, Bücher, Abonnement	EUR	10,00	10,00		
Kommunikation (Telefon, Fax, Internet)	EUR	200,00	200,00		
Miete	EUR	1.200,00	1.200,00		
Internet (Neuer Auftritt & Pflege)	EUR	50,00	50,00		
Porto, Kurierdienste	EUR	25,00	25,00		
PR, Werbung, Anzeigen, Prospekte	EUR	10,00	10,00		
Betriebliche Versicherungen	EUR	100,00	250,00		
Peter Maffay Stftung	EUR	0,00	0,00	10,97	55.000,00
Finanzierung Ärztehaus - laufende Kosten	EUR				
Finanzierung Kinderferienheim - laufende Kosten	EUR				
Jacobi Stiftung	EUR	3.000,00	3.000,00	7,18	36.000,00
Ko-Finanzierung	EUR	3.000,00	3.000,00		
SOS Kinderdorf Mertzig	EUR	3.350,00	3.350,00	8,02	40.200,00
Ko-Finanzierung	EUR	3.350,00	3.350,00		
La Main Tendue ASBL	EUR	0,00	0,00	2,00	10.000,00
Ko-Finanzierung	EUR				

174909

Kaitisya Nursery & Primary School	EUR	250,00	250,00	0,60	3.000,00
Ko-Finanzierung		250,00	250,00		
Rockhal	EUR	0,00	0,00	2,00	10.000,00
Vertrag 2014	EUR				
MBPF Musikförderung	EUR	0,00	500,00	0,40	2.000,00
Rechtsberatung	EUR		500,00		
Natur&emwält	EUR	3.258,00	4.750,00	8,10	40.588,00
Gehalt (KoopVertrag)	EUR	2.508,00	4.000,00		
Sonstiges (Auto, Benzin, Versicherung, Futter)	EUR	750,00	750,00		
Total Ertrag	EUR	7.173,00	7.173,00	100,00	90.076,00
Einnahmen	EUR	7.173,00	7.173,00	100,00	90.076,00
Lizenzrechte (VK Jacob Brass)	EUR	100,00	100,00		
Lizenzrechte (VK Chris Buseck)	EUR	100,00	100,00		
Gehaltsumlage Family Office	EUR	6.500,00	6.500,00		
Verkauf Studioequipment PB	EUR	473,00	473,00		
Verkauf Studioequipment PK	EUR				
Verkauf Musikinstrumente PK	EUR				

※ Zusammensetzung Gehalt: 1) M&BPF: EUR 176.500 p/J & 2) Gehaltsumlage EUR 78.000 p/J

Référence de publication: 2014171393/441.

(140195860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

L.E.E. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6131 Junglinster, 33, rue Hiehl.

R.C.S. Luxembourg B 75.534.

Im Jahre zwei tausend und vierzehn, den dreiundzwanzigsten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster, Grossherzogtum Luxemburg.

SIND ERSCHIENEN:

1.- Herr Jean SCHUMMER, Ingénieur technicien en agronomie, geboren in Luxemburg, am 23. Juli 1967, wohnhaft in L-6136 Junglinster, 3C, rue de la Montagne,

2.- Herr Jean-Pierre NAU, Agronom, geboren in Luxemburg, am 20. Oktober 1966, wohnhaft in L-5955 Itzig, 5, rue Nachtbann, hier vertreten durch Herrn Jean SCHUMMER, vorbenannt, auf Grund einer ihm ausgestellten Vollmacht, welche nach „ne varietur“ Signatur durch den Bevollmächtigten und den amtierenden Notar, der gegenwärtigen Urkunde als Anlage beigefügt bleibt.

3.- GITEC CONSULT GmbH, Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in Carlwerkstrasse 13d, D-51063 Köln eingetragen beim Amtsgericht von Darmstadt unter der Nummer HRB6144, hier rechtskräftig vertreten durch ihren Geschäftsführer nämlich Herr Thomas HARBAUER, Geschäftsführer, geboren in Neuenburg, am 02. Februar 1964, wohnhaft in D-50858 Köln, Tannenstrasse 6, Deutschland

Die Komparenten sind die alleinigen Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung L.E.E. S.à r.l., mit Sitz in L-6131 Junglinster, Zone Artisanale et Commerciale Langwies, H.G.R. Luxemburg Sektion B Nummer 75.534 (die "Gesellschaft"), gegründet unter der Bezeichnung LANDWIRTSCHAFT, ENERGIE & EMWELT S. à r.l., laut Urkunde aufgenommen durch Notar Camille MINES, mit dem damaligen Amtssitz in Redingen, am 14. April 2000, veröffentlicht im Mémorial Recueil des Sociétés et Associations Nummer 595 vom 21. August 2000. Die Satzungen wurden zuletzt abgeändert gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Henri HELLINCKX, mit Amtswohnsitz in Luxemburg, am 9. Januar 2007, veröffentlicht im Mémorial Recueil des Sociétés et Associations Nummer 2216 vom 5. Oktober 2007.

Feststellung

1.- Die Komparenten, bitten den amtierenden Notar, festzuhalten dass die Gesellschaft L.E.E. S.à r.l.:

- 19.325 (neunzehn tausend dreihundert fünfundzwanzig) Anteile von ERT Sarl,
- 43.781 (dreiundvierzig tausend siebenhundert einundachtzig) Anteile von Ruth STRAUCH,
- 4.375 (viertausend dreihundert fünfundsiebzig) Anteile von Prof. Peter Michael HECK, und
- 11.984 (elftausend neunhundert vierundachtzig) Anteile der Renda S.A., zurückgekauft hat.

Die Versammlung stellt fest, dass diese Anteile somit nicht länger stimmberechtigt sind, und dass die Komparenten sub 1-3 somit die einzigen verbleibenden Gesellschafter sind.

Die Komparenten, handelnd in ihrer Eigenschaft als alleinige Gesellschafter der Gesellschaft, ersuchen den amtierenden Notar die von ihnen in ausserordentlicher Generalversammlung gefassten Beschlüsse wie folgt zu dokumentieren.

2.- Die Komparenten halten fest, dass die Gesellschafterin IGIP Technologie GmbH, ihre Firmierung am 21. August 2014 in GITEC CONSULT GmbH umgeändert hat und ihren Sitz nach Carlwerkstrasse 13d, D-51063 Köln verlegt hat.

Erster Beschluss

Die Versammlung ratifiziert die vorstehenden Ankäufe der 79.465 (neun und siebenzig tausend vierhundert fünfundsiechzig) Anteilen durch die Gesellschaft und beschliesst alle Gesellschaftsanteile an INVESTFINANCE Luxembourg S.A., Aktiengesellschaft mit Sitz in L-2121 Luxemburg, 231, Val des Bons Malades, eingetragen beim Handels - und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, Nummer 123.474 zum ausgemachten Preis abzutreten.

INVEST-FINANCE Luxembourg S.A., hier vertreten durch sein geschäftsführendes Verwaltungsratsmitglied M. Carlo IRTHUM, Industrieller, wohnhaft in L-7328 Heisdorf-Walferdange, 3a, rue du Moulin, erklärt die vorstehende Anteilsabtretung im Namen der Gesellschaft INVEST-FINANCE Luxembourg S.A. anzunehmen.

Die Versammlung der Gesellschaft erklärt dies Übertragung als der Gesellschaft rechtsgültig zugestellt, gemäss Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches, respektive des Artikels 190 des Gesetzes vom 10. August 1915, betreffend die Handelsgesellschaften.

Zweiter Beschluss

Die Versammlung beschliesst das Gesellschaftskapital um eine Summe von 120.000,- EUR (einhundert zwanzig tausend Euro) aufzustocken, um es von seinem jetzigen Stand von 315.000,- EUR (dreihundert fünfzehn tausend Euro) auf 435.000,- EUR (vierhundert fünfundsiechzig tausend Euro) zu erheben, durch Schaffung und Ausgabe von 120.000 (einhundert zwanzigttausend) neuen Anteile mit einem Nennwert von je einem Euro (1,-EUR), welche alle dieselben Rechte und Pflichten haben wie die bestehenden Anteile.

Zeichnung und Einzahlung

Die 120.000 (einhundert zwanzigttausend) neuen Anteilen mit einem Nennwert von je einem Euro (1,- EUR) wurden wie folgt gezeichnet und eingezahlt:

1.- Herr Jean SCHUMMER, erklärt 28.091 (achtundzwanzig tausend und einundneunzig) neue Anteile zu zeichnen und diese durch eine Sacheinlage über eine Summe von 28.091,- EUR (achtundzwanzig tausend und einundneunzig Euro) mittels eines Darlehen, welche der Gesellschafter gegen die Gesellschaft hält in Kapital umzuwandeln.

2.- Herr Jean-Pierre NAU, erklärt 5.298 (fünftausend zweihundert achtundneunzig) neue Anteile zu zeichnen und diese durch eine Bareinzahlung über eine Summe von 5.298,- EUR (fünftausend zweihundert achtundneunzig Euro), einzuzahlen.

3.- GITEC CONSULT GmbH, vertreten wie eingangs erwähnt, erklärt 27.528 (siebenundzwanzig tausend und fünfhundert achtundzwanzig) neue Anteile zu zeichnen und diese durch eine Sacheinlage über eine Summe von 27.528,- EUR (siebenundzwanzig tausend und fünfhundert achtundzwanzig Euro), mittels eines Darlehen, welche der Gesellschafter gegen die Gesellschaft hält in Kapital umzuwandeln.

4.- INVEST-FINANCE Luxembourg S.A. vertreten wie eingangs erwähnt, erklärt 59.083 (neunundfünfzig tausend und dreiundachtzig) neue Anteile zu zeichnen und diese durch eine Bareinzahlung über eine Summe von 59.083,- EUR (neunundfünfzig tausend und dreiundachtzig Euro), einzuzahlen

Nachweise

Die Summe von 64.381,- EUR (vierundsechzig tausend dreihundert einundachtzig Euro) steht der Gesellschaft zur freien Verfügung, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde.

Das Bestehen der Gesellschafterdarlehen und deren Umwandlung in Kapital wurden dem amtierenden Notar ebenfalls durch eine Erklärung der Geschäftsführung nachgewiesen.

Dritter Beschluss

Die Versammlung beschliesst aufgrund der vorstehenden Beschlüsse, Artikel 3 der Satzung wie folgt anzupassen:

« **Art. 3.** Das Gesellschaftskapital beträgt 435.000,- EUR (vierhundert fünfundsiechzig tausend Euro), gegliedert in 435.000 (vierhundert fünfundsiechzig tausend) Anteile von je einem Euro (1,- EUR).

Die Anteile können frei unter Gesellschaftern übertragen werden. Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen an Dritte muss von einer Dreiviertelmehrheit der Gesellschafter bewilligt werden.»

Vierter Beschluss

Die Versammlung stellt fest, dass die 435.000 (vierhundert fünfundsiechzig tausend) Anteile von je einem Euro (1,- EUR) welche das gesamte Gesellschaftskapital darstellen wie folgt gehalten werden:

Gesellschafter	Anzahl der Anteile
1.- Herr Jean SCHUMMER	138.548
2.- Herr Jean-Pierre NAU	19.356
3.- GITEC CONSULT GmbH	138.548

4.- INVEST-FINANCE Luxembourg S.A.	138.548
Total:	435.000

Fünfter Beschluss

Die Versammlung bestätigt Herrn Jean SCHUMMER als Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit und bestellt als neuen Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit:

Herrn Thomas HARBAUER, Geschäftsführer, geboren in Neuenburg, am 02. Februar 1964, wohnhaft in D-50858 Köln, Tannenstrasse 6, Deutschland

Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtskräftig durch die Unterschrift eines jeden Geschäftsführers vertreten.

Sechster Beschluss

Die Versammlung beruft den am 13. Juni 2013, ernannten Prokurist Herrn Andreas DUCKART, mit sofortiger Wirkung ab.

Kosten

Die Kosten und Gebühren dieser Urkunde, welche auf insgesamt 1.650,-EUR, veranschlagt sind, sind zu Lasten der Gesellschaft.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Junglinster, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Vollmachtnehmer, hat derselbe zusammen mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Jean SCHUMMER, Thomas HARBAUER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 28 octobre 2014. Relation GRE/2014/4178. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014171339/110.

(140195974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

New Kids, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 462.500,00.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 189.995.

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatrième jour du mois d'octobre.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg,

A comparu:

Monsieur Sébastien LEOPOLD, administrateur de sociétés, né le 27 mars 1976 à Schiltigheim (France), et demeurant professionnellement au 46, rue de Provence, F-75009 Paris,

ici représenté par Madame Emmanuelle FRATTER, juriste, demeurant professionnellement à L-1258 Luxembourg, 2, rue Jean-Pierre Brasseur,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 14 octobre 2014.

Laquelle procuration sera signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire signataire, et restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Le comparant, par le biais de son mandataire, déclare et demande au notaire d'acter:

que le comparant est l'associé unique (l'«Associé Unique») de la société New Kids (la «Société»), établie et ayant son siège social au 4, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg, enregistrée auprès du registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 189.995, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 5 septembre 2014 et dont les statuts ont été publiés au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3025 en date du 20 octobre 2014.

Et que le comparant a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associée Unique a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de quatre cent cinquante mille euros (EUR 450.000) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à un montant de quatre cent soixante-deux mille cinq cents euros (EUR 462.500) en contrepartie de l'émission de quatre cent cinquante mille (450.000) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de un euro chacune (EUR 1,-) (les «Nouvelles Parts Sociales»), chacune ayant les mêmes droits que les parts sociales existantes comme énoncés dans les statuts de la Société, et accompagnés d'une prime d'émission d'un montant total de deux millions huit cent quarante-sept mille six cent soixante euros (EUR 2.847.660,-).

Deuxième résolution

L'Associé Unique déclare souscrire quatre cent cinquante mille (450.000) Nouvelles Parts Sociales et les libérer intégralement, ainsi que la prime d'émission d'un montant de deux millions huit cent quarante-sept mille six cent soixante euros (EUR 2.847.660,-), par apport en nature de toutes les actions qu'il détient dans la société par actions simplifiée de droit français AMI9, établie et ayant son siège social au 53, rue Jean Baptiste Pigalle, F-75009 Paris (France), enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Paris sous le numéro B 524 848 314, («AMI9»), à savoir un total de soixante-deux mille deux cent vingt (62.220) actions, représentant 20,8 % du capital social de la société AMI9.

Troisième résolution

L'Associé Unique déclare que la valeur des soixante-deux mille deux cent vingt (62.220) actions de la société AMI9, apportées à la Société, peut être estimée à un montant total de trois millions deux cent quatre-vingt-dix-sept mille six cent soixante euros (EUR 3.297.660,-), tel qu'il en ressort:

- du bilan de la société AMI9 daté du 31 décembre 2013,
- de la réévaluation de ces actions objet du présent apport, au montant de 53 Euros et non plus 25,42 euros par action, tel qu'il en ressort du bilan du 31 décembre 2013 (valorisation des 62.000 titres au montant de 728.830 euros), réévaluation faite suite à la vente des actions par la société dont les titres sont apportés combinée avec une réalisation d'une plus-value de cession intervenue en mai 2014. La preuve de cette réévaluation et la méthode d'évaluation est apportée au moyen d'une attestation émise en date du 14 octobre 2014 par Monsieur Sébastien LEOPOLD.

Une copie de ce bilan et de cette attestation, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire du comparant et par le soussigné notaire, restera annexé au présent acte afin d'être enregistrée avec ce dernier.

La propriété des actions apportées ainsi que la valeur de ces parts ont été attestées dans un certificat délivré par le président de la société AMI9 en date du 20 octobre 2014.

La propriété des actions apportées ainsi que la valeur de ces parts ont été attestées dans un certificat délivré par le gérant unique de la société New Kids en date du 14 octobre 2014.

La propriété des actions apportées ainsi que la valeur de ces parts ont été attestées dans un certificat délivré par l'Associé Unique en date du 14 octobre 2014.

Une copie de chacun de ces certificats, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire du comparant et par le soussigné notaire, restera annexée au présent acte afin d'être enregistré avec ce dernier

Quatrième résolution

Par conséquent il a été décidé d'accepter l'attribution de ces quatre cent cinquante mille (450.000) nouvelles parts sociales à l'Associé Unique, et il est décidé de modifier l'article 6 des statuts de la Société pour refléter ladite augmentation du capital de la Société et qui aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à quatre cent soixante-deux mille cinq cents euros (462.500 EUR), représenté par quatre cent soixante-deux mille cinq (462.500) parts sociales d'une valeur nominale de un euro (1 EUR) chacune.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou modifications de quelque nature que ce soit qui doivent être pris en charge par la Société à la suite de l'amendement des statuts sont estimés à EUR 3.300,-.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau et aux comparants, connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, état et demeure, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: E. FRATTER, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 30 octobre 2014. Relation: LAC/2014/50648. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 novembre 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014172217/80.

(140196981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.